



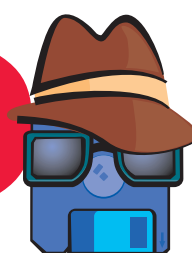
Les Pays-Bas sous le choc après l'explosion d'Enschede
page A15



15
16
page S3

La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique



Que veulent les criminels du Web
page A15

Hyundai Accent GSi: un véritable parti... prix
page C1



1 3 4 6

MONTRÉAL, LUNDI 15 MAI 2000 •

116^e ANNÉE, NO 203, 68 PAGES, 4 CAHIERS •

60 ¢

TAXES EN SUS / EST ET NORD-OUEST DE QUÉBEC, HULL-OTTAWA 70 ¢

L'expertise québécoise à la rescousse du fisc argentin

DENIS LESSARD
envoyé spécial, CORDOBA

Un consortium de six entreprises québécoises, avec le groupe conseil DMR à sa tête, va signer demain un contrat dont la valeur atteindra 60 millions sur cinq ans,

l'un des plus gros coups de filet de la tournée de Mission Québec en Argentine.

Vice-président à la gestion du territoire chez DMR, Claude Paradis soulignait dans une entrevue à *La Presse* hier que des éléments importants du contrat qui sera signé

avec la province de Misiones et sa capitale, Posadas, avaient été conçus grâce aux contrats accordés par le gouvernement Bouchard lors de l'informatisation du cadastre et du bureau de l'enregistrement foncier, à travers le Québec.

La rentabilité rapide du contrat

pour les Argentins est évidente : une part importante des taxes foncières échappe actuellement aux

Voir **L'EXPERTISE** en A2

■ **Hydro-Québec International n'atteindra pas son objectif: A6**

Entre la strap et l'enfant roi

ANDRÉ PRATTE

Des spécialistes de l'éducation se réunissent ce matin pour lancer un débat sur un sujet presque tabou dans le milieu de l'enseignement au Québec : la punition.

« Dans le milieu scolaire, il n'y a pas de consensus sur ce qu'on fait quand un enfant ne répond pas aux attentes ou aux normes, a expliqué à *La Presse* Margot Kaszap, professeure à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval. Par contre, au hockey, quand il y a une inconduite, tout le monde connaît la règle. On connaît d'avance la conséquence, et elle est appliquée de façon automatique et sans appel. C'est clair pour les enfants qui jouent et c'est clair pour ceux qui appliquent les règles. »

Mme Kaszap sera parmi la douzaine de conférenciers participant au colloque « Enseigner et punir », présenté dans le cadre du 68^{ème} congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS). Ce congrès, grand rendez-vous annuel des chercheurs universitaires francophones, s'ouvre aujourd'hui à l'Université de Montréal.

La Révolution tranquille a, on le sait, bouleversé nos valeurs, notamment en ce qui a trait à l'éducation des enfants. La punition corporelle, qu'il s'agisse de la légendaire *strap*, du coup de baguette sur les doigts ou des tapes derrière la tête, a été bannie des écoles. On a glissé, à l'école comme dans les familles, dans le règne de l'enfant roi. Les règles sont devenues beaucoup moins contraignantes. Lorsque se produisaient des comportements indésirables, il fallait moins punir qu'expliquer. La discipline fut même laissée aux élèves eux-mêmes, réunis en conseil de classe.

Cette approche rationnelle et génèreuse n'a toutefois pas produit tous les résultats attendus. « Certes, il faut expliquer les choses, dit Mme Kaszap. Mais l'enfant doit aussi comprendre qu'il y a des règles, des normes. La vie en société n'est pas négociable, on doit s'ajuster. »

« Il est temps de revenir à une

Voir **ENTRE** en A2



Les mères contre les armes à feu

Plus de 500 000 personnes ont manifesté hier à Washington, réclamant une réglementation plus stricte des armes à feu aux États-Unis. La « Marche d'un million de mères », qu'ont appuyée le président Bill Clinton et son épouse, a pris l'allure d'un grand rassemblement au centre de la ville. Les participants ont demandé au Congrès des contrôles accrus tels l'octroi de permis et l'installation de verrous de sécurité. On voit ici une manifestante, Latisha Bailey, tenant dans ses bras Alexis, sa fille de six mois, à côté de son mari Thaddeus, qui porte sur son chandail une photo d'une jeune victime des armes à feu, Ricardo Bailey.

À lire en page C8



PHOTO AP

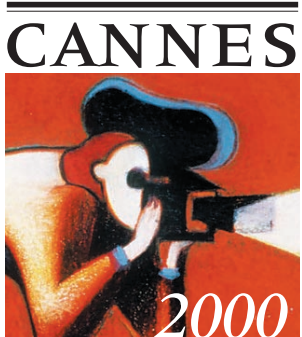
Le long métrage de Liv Ullmann s'impose à mi-parcours

MARC CASSIVI
envoyé spécial, CANNES

À mi-parcours du Festival, le temps déjà d'un bilan. Des 11 longs métrages présentés en compétition (sur 23), le magnifique *Trolösa* (Infidèle), de la Norvégienne Liv Ullmann, sur un scénario d'Ingmar Bergman, s'impose sans conteste comme l'oeuvre la plus maîtrisée.

Ce film brillant et dur, librement adapté d'un épisode réel de la vie du réalisateur suédois, raconte de façon émouvante et captivante une histoire de rupture sur fond d'infidélité. Marianne, une actrice dans la quarantaine, se rend sur une île isolée rencontrer son mentor, un metteur en scène du nom de Bergman (Erland Josephson). Elle lui raconte le tumulte de sa vie amoureuse, déchirée entre son mari chef d'orchestre et son amant metteur en scène.

« Ingmar a écrit les dialogues, les monolo-



Cette histoire de passion, de rage et de jalousie est bien sûr celle du cinéaste du *Septième Sceau* et de *Fanny et Alexandre*, qui a longtemps hésité avant d'en confier le scénario à son ex-compagne, il y a deux ans. « Il attendait de trouver l'actrice parfaite », dit Liv Ullmann, 60

gues et le scénario, puis j'ai ajouté ma vision à la mise en scène. Je voulais m'approprier cette histoire qui commence lentement, va ensuite plus vite puis nous prend dans un volcan », expliquait Liv Ullmann, vive et élégante, hier en conférence de presse.

ans. Lena Andre, éblouissante dans le rôle de cette femme meurtrie qui livre ses douloureux secrets, pourrait bien mériter le prix d'interprétation féminine pour sa prestation remarquable d'intensité et de subtilité. « Je n'ai pas souffert du fait que ce personnage était réel, ni qu'il s'agissait d'une histoire vécue par Bergman. J'y ai mis toute mon expérience personnelle et j'en ai rajouté », confiait hier la comédienne de théâtre.

Cannes nous a offert, jusqu'à présent, une sélection de films qui, sans être exceptionnelle, reste de grande qualité. Dans le lot des oeuvres « palmables », on compte déjà, outre *Trolösa*, un bijou de film chinois, *Guizi Lai*, du réalisateur et acteur Jiang Wen, déjà censuré par Beijing.

Voir **LE LONG** en A2

■ **Baptême décevant pour Guylaine Dionne: C9**

Femme orchestre

L'été dernier à Paris, il a fait tellement chaud que des alertes rouges sonnaient à tout bout de champ. Le ciel était lourd, l'air irrespirable et Madeleine Careau étouffait dans tous les sens du mot. Venue à Paris dix ans plus tôt pour aider Gilbert Rozon à ouvrir son bureau parisien, restée pour aider Luc Plamondon à vendre *Notre-Dame de Paris*, la femme orchestre de la culture populaire québécoise commençait à sérieusement s'ennuyer de ses racines. Elle avait pourtant rêvé de vivre à Paris, s'était merveilleusement adaptée à la vie parisienne, avait ses entrées partout à la télé et au théâtre, n'était pas dépourvue d'amis, mais

plus le temps passait, plus le Québec lui manquait. Le coup de grâce est arrivé à la fin de l'été dernier quand elle a réalisé qu'elle n'avait réussi à passer qu'une courte semaine de vacances au Québec. Dans l'avion qui la ramenait à Paris, elle fut envahie d'un immense cafard.

Trois mois plus tard, l'offre de l'OSM est tombée comme un caedou du ciel. D'autant plus que même si Careau a passé la majeure partie de sa vie professionnelle dans l'univers de la musique populaire, elle a fait ses débuts dans le monde symphonique. Aujourd'hui, c'est un retour aux sources dans tous les sens du mot qu'elle entreprend.

■ À lire, l'entrevue en page A9



PHOTO ROBERT MAILLOUX - La Presse

Madeleine Careau

Rubriques

Arts et spectacles ..	C9 à C13	Le monde	C8
- horaire spectacles	C12	Loteries	A2, A17
- horaire télévision	C10	Mots croisés	C17, S10
- cinéma maison	C13	Mot mystère	C19
Bandes dessinées	C16	Opinions	B3
Boisvert Yves	A5	Petites annonces	C15
Bridge	C19	- immobilier	C15, C16
Cyberpresse	A21	- marchandises	C16
Décès	C21	- emplois	C17
Économie	B1, B4 à B8	- automobile	C17 à C19
Éditorial	B2	- affaires	B5
Étes-vous observateur	C15	Politique	A6, A7
Feuilleton	C19	Quoi faire	C14
Horoscope	C18		

MÉTÉO



Ciel variable
Max. 16, min. 5
Cahier Sports,
page 16



<http://lapresse.infinet.net>

L'Événement Maxi Mini Venture.



La maxi mini van.

Comptant	Mensualité
0 \$	350 \$
4 625 \$	218 \$
3 924 \$	238 \$

238 \$/mois*
Location 36 mois
Transport et préparation
inclus

ou **1,9 %**
à l'achat
ou à la location**

LES CONCESSIONNAIRES CHEVROLET OLDSMOBILE DU QUÉBEC
Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux Venture 2000 neuves en stock. Sujet à l'approbation du crédit. * Première mensualité et dépôt de sécurité exigés à la livraison. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Versement ou échange équivalent requis (voir tableau). Frais de 12 ¢ du km après 60 000 km. ** Taux de financement de 1,9 % à l'achat disponible jusqu'à 48 mois et aussi disponible jusqu'à 36 mois à la location. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.



Suites de la une

L'expertise québécoise à la rescousse du fisc argentin

L'EXPERTISE / Suite de la page A1

municipalités et aux provinces, à cause d'une connaissance trop approximative du territoire. L'informatisation permettra d'aller chercher jusqu'au dernier peso possible en taxes, d'expliquer M. Paradis. Sur cinq ans, ce contrat devrait avoir créé 200 emplois biens rémunérés au Québec.

L'évasion fiscale est un problème lancinant en Argentine, où l'économie au noir draine environ 45 % des taxes auxquelles les gouvernements national, provinciaux et municipaux ont droit. Aussi, la province de Cordoba, qui accueillait hier M. Bouchard, a demandé qu'on élargisse une entente cadre signée en 1997 avec le Québec pour y ajouter des échanges sur la lutte au travail au noir et l'évasion fiscale — un secteur qui a, depuis trois ans, reçu passablement d'attention du gouvernement québécois. « C'est un besoin qui a été exprimé par les Argentins, ils veulent des technologies pour lutter contre le travail au noir. Nous, on a eu une campagne réussie dans ce domaine il y a quelques an-

nées », de rappeler le premier ministre Lucien Bouchard.

Venu « livrer » un Regional Jet de Bombardier à la compagnie aérienne Southern Winds, qui a loué douze appareils à la firme montréalaise, M. Bouchard a souligné qu'aucun de ses interlocuteurs argentins n'avait soulevé, depuis vendredi soir, de questions sur le projet souverainiste de son gouvernement.

Les préoccupations du gouverneur de Cordoba, José Manuel de la Sota, étaient plus concrètes. Ce dernier a été ébahi, a-t-on appris, par la capacité de Loto-Québec à générer des recettes pour le gouvernement québécois. La loto nationale de la province de trois millions d'habitants n'a produit que 60 millions de profits — une goutte d'eau par rapport au milliard généré par Loto-Québec. Comble de l'absurdité, le casino national de la province est... déficitaire, illustration frappante du laxisme de l'administration publique.

La femme du gouverneur de la Sota, qui est aussi la patronne de tous les fonctionnaires de la province de Cordoba, s'est dit fort

intéressée par la possibilité de combattre l'évasion fiscale par le recoupement de fichiers informatiques, une opération devenue banale au Québec. Pour Jacques Léonard, le président du Conseil du Trésor, il est clair que les contrats accordés par Québec à des firmes québécoises leur ont permis de développer de l'expertise qu'elles sont désormais capables de vendre à l'étranger.

D'autres annonces, faites par Mission Québec hier, étaient plus modestes : deux contrats totalisent 20 millions d'investissements. Ayant monté un consortium de firmes québécoises de matériaux de construction, Jean Des Lauriers était en mesure hier d'annoncer la signature d'un contrat pour la construction de 1104 maisons préfabriquées modestes — autour de 40 000 \$ CDN — et d'une tour d'habitation de 10 étages. Le contrat a une valeur d'environ 15 millions pour les partenaires québécois. Il implique une firme de Princeville, Demtec, qui construit les structures de bois auxquelles il faut ajouter de la brique, pour les adapter au goût argentin. Une autre firme, L. Martin incorporé, de Rivière-du-Loup, fournit les portes et fe-

nêtres, et une troisième, de Charny, produit le bois d'oeuvre. Le produit fini sera québécois à environ 30 %, et on estime que le contrat créera 120 emplois. M. Des Lauriers annonçait aussi sa participation à un projet de six hôtels totalisant 60 millions, et trois projets immobiliers totalisant 40 millions.

Éventuellement, M. Des Lauriers compte rééditer le coup au Brésil, « mais on n'aura pas le temps d'ici deux ans ». « D'autres pays sont intéressés, mais ils ne sont pas aussi prêts que l'Argentine », explique-t-il, lui qui, depuis trois ans, aura passé près de 300 jours en Argentine.

Un autre protocole d'entente a été signé hier : Saco Smartvision va vendre un écran modulaire pour le Stade de Cordoba, ville choisie pour les Jeux olympiques d'Amérique du Sud en 2002. Avant ce contrat de 5,1 millions pour un écran d'équipement sportif, la firme de Montréal avait déjà produit l'écran pour Nasdaq situé à Times Square, à New York. Saco s'était fait connaître avec ses écrans LED — plus lumineux et moins énergivores que les tubes cathodiques — produits pour les spectacles de U2, des Spice Girls et de Céline Dion.

Entre la strap et l'enfant roi

ENTRE / Suite de la page A1

position plus nuancée, plus pragmatique, plus près de la réalité, soutiendra dans sa présentation l'un des organisateurs du colloque, le professeur Denis Jeffrey, de Laval. L'enfant n'est ni un monstre, ni un ange, mais peut être extrêmement violent à son égard et à l'égard des autres. Il en va de la mission civilisatrice de l'éducation de bien contrôler la violence quotidienne dans l'école et hors de l'école. »

Les enseignants se retrouvent aujourd'hui dans une sorte de no man's land, entre la strap et l'enfant roi. Faut-il punir ? Quand punir ? Comment punir ? Chacun fait de son mieux, ne cessant de s'interroger et de se remettre en question.

La tenue d'un débat sur le sujet est d'autant plus essentielle, selon Mme Kaszap, que des milliers de nouveaux enseignants ont envahi les écoles au cours des dernières années.

De plus, les nouveaux programmes mis au point par le ministère de l'Éducation sont fondés sur un enseignement coopératif et sur le travail en équipe, ce qui rendra la gestion de classe à la fois plus difficile et plus importante.

Un sujet tabou

Les spécialistes interrogés par *La Presse* confient que les enseignants n'abordent pas le sujet de la punition aisément. Le mot lui-même, punition, est prononcé avec réticence. On lui préfère intervention, sanction, conséquence. « Je pense qu'on a peur du mot, dit Adèle Chéné, professeure d'histoire de l'éducation à l'Université de Montréal. On n'aime pas employer l'expression "punition" parce que ça renvoie à la punition corporelle. »

Les organisateurs du colloque espèrent qu'une large discussion dans le milieu de l'enseignement permette de dégager, non pas une uniformité, mais un consensus sur les approches punitives appropriées. Les profes-

seurs sauraient ainsi mieux ce qu'ils doivent et ce qu'ils peuvent faire.

Personne ne souhaite, évidemment, revenir aux abus de pouvoir d'antan. Par ailleurs, l'enfant doit comprendre qu'il y a des règles, et des sanctions pour ceux qui les violent, comme il le comprend fort bien quand il joue au hockey. « Punir, dans la classe, ne signifie pas battre, rosser, gifler, brutaliser. La punition pédagogique est un rappel à l'existence des règles, de l'autorité et des autres élèves », note le professeur Jeffrey.

Selon Jean-François Desbiens, professeur en gestion de classe à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), la punition doit être mise « sous examen » de sorte qu'on puisse définir des balises. La recherche montre bien que, mal employée, la punition peut avoir des effets pervers. Des colères à l'emporte-pièce, des critiques méchantes, peuvent blesser l'enfant. Des punitions illogiques ou excessives peuvent susciter la colère et l'hostilité.

L'enseignant doit donc penser à la place de la punition dans son enseignement, et réfléchir avant d'infliger une sanction. « L'erreur qu'on fait souvent, dit le professeur Desbiens, c'est d'utiliser la punition comme réponse spontanée à un problème. Or, la punition, c'est un moyen d'intervention tellement délicat qu'il faut l'introduire à l'intérieur d'un plan d'intervention cohérent. Il faut établir une progression du degré de sévérité des conséquences punitives et non punitives qui devraient être infligées. »

Selon M. Desbiens, la punition doit, d'abord et avant tout, viser des fins pédagogiques : aider l'enfant à mieux se contrôler, lui permettre d'apprendre les comportements adaptés. « La valeur d'une punition se définit en fonction des objectifs que tu vises, affirme ce professeur de l'UQAT. Si ton objectif, c'est d'avoir la paix, c'est clair qu'envoyer l'élève à l'extérieur de la classe va te permettre d'atteindre ton objectif. Mais tu n'auras peut-être pas atteint tes objectifs sur le plan éducatif. »

Le long métrage de Liv Ullmann s'impose à mi-parcours

LE LONG / Suite de la page A1

Tout en contrastes sonores, cet excellent long métrage d'époque (1945) en noir et blanc, qui s'étire cependant indûment (2 h 44), raconte avec force humour l'arrivée im-

promptue de deux prisonniers dans un village chinois, près de la zone d'occupation japonaise.

De l'autre côté du prisme, versant « pas fort fort », *Estorvo*, du Portugais Ruy Guerra, un exercice de style lourd et prétentieux sur

fond de paranoïa schizophrénique qui ne rend pas justice à l'acteur cubain Jorge Perugorria (*Fresa y chocolate*). *Golden Bowl*, de l'Américain James Ivory, une épopée d'époque sans charme tirée d'un roman de Henry James, met par ailleurs en vedette Uma

Thurman, pitoyable dans le rôle d'une jeune bourgeoise qui épouse le père milliardaire de la femme de son ex-amant. Des Américains à Londres au début du dernier siècle, qui jouent faux du début à la fin. On se console avec *La Noce*, du Russe Pavel Lounguine, dont on vous parle demain.

Un Français sur six a déjà eu une relation avec une prostituée

52 % des citoyens estiment en outre qu'il est impossible de faire reculer la prostitution

Agence France-Presse
PARIS

Un Français sur six reconnaît avoir déjà eu au moins une fois des relations sexuelles avec un(e) prostitué(e), selon un sondage SOFRES publié dans le quotidien populaire *Le Parisien* d'aujourd'hui.

Commandé à l'occasion d'un colloque or-

ganisé à Paris par l'UNESCO, ce sondage révèle que 16 % des Français ont déjà fait appel aux services d'une prostituée. 74 % affirment le contraire et 10 % ne donnent pas de réponse.

Le journal précise que cette question n'a été posée qu'aux hommes, via une enveloppe cachetée.

Par ailleurs, 52 % des Français estiment qu'il est « pratiquement impossible de faire reculer la prostitution qui a toujours existé dans toutes les sociétés », contre 43 % qui jugent possible de la combattre.

67 % des Français citent la pauvreté et les difficultés économiques comme principales causes du phénomène, suivies par la toxicomanie (59 %), la liberté des moeurs dans la société actuelle (21 %), et l'éclatement de la famille (21 %).

L'action des pouvoirs publics dans ce domaine est jugée insuffisante à 73 % et excessive à 2 %.

Enfin, pour 68 % des personnes sondées, « il faut réprimer les proxénètes mais pas les personnes prostituées que l'on doit aider à se réinsérer ». Ils sont 22 % à estimer que la

prostitution est « un fait de société qu'il vaut mieux essayer d'organiser et de contrôler plutôt que de le réprimer », et 8 % à souhaiter une punition pour les proxénètes comme pour les prostituées.

Ce sondage a été réalisé sur un échantillon national de 1000 personnes, représentatives de l'ensemble de la population de 18 ans et plus, interrogées en face à face à leur domicile. C'est la première fois depuis les années cinquante qu'un sondage est effectué sur ce thème, affirme le quotidien.

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272
Abonnement : (514) 285-6911
Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : (514) 285-7070
Promotion : (514) 285-7100
Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30
Décès, remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Grandes annonces
Détailants : (514) 285-6931
National, TéléPlus : (514) 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : (514) 285-7320
Comptabilité
Grandes annonces : (514) 285-6892
Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée,
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
<http://lapresse.infinet.net>
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne -
Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USP5003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : 5-3-3
à quatre chiffres : 1-2-1-6
COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, Héma-Québec attend les donneurs aux endroits suivants:
■ à Montréal: Centre des donneurs de sang, centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à 17 h 30;
■ à Hull: Place Cartier, 425, boul. St-Joseph, de 10 h 30 à 18 h 30. Objectif: 300 donneurs;
■ à Laval: Club Optimiste Les Orchidées de Laval, en collaboration avec le Club Optimiste Duvernay Saint-Vincent, pavillon du Bois Papineau, 3235, boul. St-Martin Est, de 14 h à 20 h. Objectif: 100 donneurs;
■ à Prévost: Municipalité de Prévost, école Champ-Fleuri, 1135, rue du Clos Tourmalin, de 14 h à 20 h. Objectif: 150 donneurs;
■ à Farnham: Chevaliers de Colomb, conseil 1051, Farnham, église Saint-Romuald (sous-sol), 500, rue Saint-Hilaire, de 14 h à 20 h. Objectif: 150 donneurs;
■ à Mont-Saint-Grégoire: avec la collaboration du Club Optimiste, Centre des aînés, 45, rang de la Montagne, de 14 h 30 à 20 h 30. Objectif: 125 donneurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE



La guerre des bouteilles

■ Ce ne sera pas la guerre des tuques, ni des boutons, mais la guerre des bouteilles! Même si les belligérants refusent de le reconnaître, La LCBO vient d'inaugurer, le jeudi 4 mai, sa toute nouvelle et somptueuse succursale du 215, rue Rideau, à Ottawa, à deux pas du Parlement fédéral, taillée sur mesure pour attirer (entre autres) la clientèle du Québec, De l'autre côté de l'Outaouais, à Hull, la SAQ fourbit elle aussi ses armes, comme nous le raconte à délicieuses lampées, Jacques Benoit, demain dans le cahier Économie.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison
Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour:
— par téléphone, en composant le 514-285-7333;
— par Internet : <http://lapresse.infinet.net>

Êtes-vous surpris de la révélation du troisième secret de Fatima, qui annonçait prophétiquement l'attentat contre le pape Jean-Paul II, le 13 mai 1981?

Joe Clark réussira-t-il à surmonter les obstacles qui se dressent devant le Parti conservateur?
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 29 %
Non: 71 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Actualités

L'EXPRESS DU MATIN



La route fait cinq victimes

■ Les routes du Québec ont fait au moins cinq victimes au cours de la fin de semaine. Un accident survenu à Poltimore, à 40 km au nord d'Ottawa, a fait un mort, samedi. La victime, un homme de 38 ans d'Ottawa, roulait en direction sud sur la route 309, quand elle a perdu la maîtrise de son véhicule dans une courbe et frappé une automobile qui venait en sens inverse. Un autre automobiliste a perdu la vie lors d'un accident survenu vers 9h30, hier, à Gatineau. Sa voiture a percuté deux véhicules avant de frapper un poteau et de capoter sur un terrain de stationnement. Le conducteur, dont on ignore l'identité, aurait été victime d'un malaise. À l'Ange-Gardiens, en Montérégie, un jeune homme, **Richard Desmarais**, 17 ans, de Farnham, a perdu la vie lorsque son véhicule a effectué une sortie de route et terminé sa course contre un poteau. À Saint-Ambroise, au Saguenay, un automobiliste est décédé après avoir perdu la maîtrise de sa voiture qui a heurté un garde-fou. La victime est **Frédéric Renaud**, 17 ans, de Saint-Ambroise. **Roch Hamilton**, 36 ans, a péri dans une embardée survenue durant la nuit de vendredi à samedi, à Pointe-Label, sur la Côte-Nord.

Les gazelles en deuil

■ Les gazelles et l'organisation du 10^e Trophée Aïcha des gazelles, qui se déroule présentement dans le désert marocain, ont subi un coup dur samedi, lorsqu'un membre de l'organisation a perdu la vie en installant des balises devant servir à la troisième étape. La victime est Yvon Bedague, un Français. Il a perdu le contrôle de son véhicule dans le désert et a fait plusieurs tonneaux. La victime ne portait pas de ceinture de sécurité. Son coéquipier, qui était attaché, s'en est tiré indemne. M. Bedague s'est endormi au volant du véhicule.

Cadet de l'air blessé

■ Un cadet de l'air âgé de 18 ans de l'Aviation royale du Canada a été blessé légèrement hier matin lorsque le planeur qu'il pilotait s'est écrasé dans une forêt limitrophe à une piste d'atterrissage, à Saint-Jean-sur-Richelieu. Selon ce que le jeune aviateur a raconté à la police, il aurait mal évalué son altitude et l'appareil a touché la cime des arbres au moment où il effectuait son approche. Le planeur a alors piqué du nez et s'est écrasé. Le jeune cadet s'en est tiré avec des blessures légères. Il se trouvait seul à bord de l'appareil lors de l'écrasement et possède son brevet de pilote de planeur depuis trois ans.

Piéton renversé

■ Un piéton a été heurté mortellement par un camion hier soir vers 19 h 30 à Saint-Constant, sur la Rive-Sud de Montréal. L'accident est survenu à l'intersection de la route 132 et de la rue Saint-Pierre. L'identité de la victime n'a pas été révélée.

Disparu retrouvé

■ Un jeune homme de 20 ans qui s'était égaré en forêt samedi après-midi dans la région de Saint-Mathieu-du-Parc, en Mauricie, non loin du parc régional de la Mauricie, a été retrouvé sain et sauf hier matin. Le jeune homme, qui souffre d'une légère déficience intellectuelle, était porté disparu depuis samedi soir. Originaire de Saint-Rémi, il était en visite avec ses parents dans la région et était sorti prendre l'air vers 14 h samedi. Comme il n'était pas de retour pour le souper, ses parents se sont inquiétés et ont entrepris des recherches. Ils ont communiqué avec la police régionale de Shawinigan vers 20 h 45. Assistés par des gardiens du parc de la Mauricie, des policiers et des bénévoles ont effectué des recherches durant toute la nuit, mais sans résultat. Tôt hier matin, un hélicoptère de la Sûreté du Québec s'est joint à eux et le jeune homme a été retrouvé vers la fin de l'avant-midi. Selon le capitaine Jean-Guy Laterreur, de la police Régionale de Shawinigan, le disparu a été localisé à quelque 4 km des lieux de son départ, près du lac Jackson.

Triste journée, rue du Prince

ANDRÉ DUCHESNE
SOREL

Martin célébrait ses 17 ans hier. Mais il n'avait pas du tout l'esprit à la fête. « J'ai le coeur sur la flotte », laisse-t-il tomber en rajustant sa casquette rouge.

Nous sommes rue du Prince à Sorel, face au salon funéraire Yves Houle et frère. C'est ici que la dépouille d'André « Dédé » Fortin, le chanteur des Colocs retrouvé mort mercredi, était exposée.

Avec ses soeurs Mélanie et Stéphanie et avec Julie, une amie, Martin est venu lui rendre un dernier hommage. Comme bien d'autres jeunes, il a fait une courte visite au salon avant de ressortir, ébranlé. Pour lui, le chanteur des Colocs était plus qu'une idole. C'était un phare.

« C'est après avoir écouté la chanson *Tassez-vous de d'là* que j'ai arrêté de prendre de la drogue. Ses paroles m'ont fait comprendre à quel point la drogue peut détruire une vie », lance-t-il avec beaucoup de conviction.

« Je vais toujours me rappeler de ma rencontre avec Dédé après un spectacle des Colocs à Limoilou, raconte Julie. Il m'avait demandé comment je m'appelais et quand je le lui ai dit, il m'a chanté *Julie* en s'accompagnant à la guitare. On a parlé quelques minutes. Je trouvais ça tellement le fun de pouvoir lui parler. »

Martin, Julie, Mélanie et Stéphanie ont gravité une bonne partie de l'après-midi autour du salon funéraire qui a ouvert ses portes à 13 h pour la famille et une heure plus tard pour le public. Plusieurs dizaines de fans de tous les âges se sont présentés. Par contre, on a aperçu très peu d'artistes ou de musiciens. Des membres du groupe sont passés avant de se retirer, tranquilles, dans un bar situé à deux coins de rue.

Le maire de Sorel, Marcel Gauthier, est venu offrir ses sympathies. Un grand ami de Dédé, Richard Petit, qui vient tout juste de lancer un album, faisait partie d'un groupe d'amis arrivés en motos.

Les membres de la grande famille de Dédé Fortin (le 10^e de 11 enfants) sortaient de temps à autre griller une cigarette ou prendre un peu d'air, s'étreignaient au fil des arrivées et des départs. Tous portaient une photo du chanteur, surmontée d'un ruban blanc, à la boutonnière. Il suffisait d'un regard pour comprendre qu'ils n'avaient pas du tout la tête aux entrevues. Les funérailles auront lieu au-



Les parents de André «Dédé» Fortin, Gisèle et Alfred Fortin, à leur arrivée au salon funéraire, hier.



Quelques amis d'André « Dédé » Fortin sont arrivés en motos.

jourd'hui à 14 h, à l'église Notre-Dame, située tout près du salon.

De l'autre côté de la rue, Mathieu Beauchemin, Jonathan Pélo-

quin et Pierre-André Paillé, trois jeunes musiciens de 18 ans, discutaient à voix basse.

« Dédé, c'était le meilleur mo-

dèle chez les musiciens québécois, soutient Jonathan, un bassiste. Il ne collait pas aux grandes tendances américaines comme les autres artistes. »

« On se reconnaissait tous en lui, en lisant ses textes, opine Mathieu, guitariste. On n'avait pas besoin de le connaître davantage pour comprendre ses états d'âme. Et la popularité ne lui est jamais montée à la tête. »

Les trois jeunes hommes ne font pas partie de la même formation musicale, mais ils se promettaient déjà de préparer un concert hommage aux Colocs.

À Sorel, où une partie de la famille de Dédé Fortin réside, un peu tout le monde se rappelait hier du concert donné par les Colocs, l'an dernier, au Festival de la gibelotte.

En fin d'après-midi, la famille a autorisé les médias à prendre quelques images d'un « coin-hommage » installé dans le hall du salon. Il y avait beaucoup de messages, des bouquets de fleurs, quelques cartes à jouer, un béret, un drapeau du Québec et une grande photo d'André Fortin.

Griffonné sur une feuille blanche, ce message résumant tous les autres : « Dans nos coeurs à jamais. Bon voyage Dédé. »

Un agent du SPCUM subit une fracture du crâne

RAYMOND GERVAIS

Un patrouilleur du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, âgé de 32 ans, a subi une fracture du crâne vers 1 h dimanche, après avoir été victime d'un chauffard sur l'avenue du Parc.

Le policier a été heurté par l'automobiliste au moment où il pourchassait à pied un fuyard et traversait la rue. L'agent a été frappé par le miroir gauche du véhicule et projeté au sol après l'impact.

Un chauffeur de taxi, témoin de l'accident, a pris le véhicule du suspect en filature. Avant même que les policiers interviennent, il a réussi à intercepter le fuyard à l'angle des rues Kelvin et Dunlop. Le chauffeur a ensuite remis le suspect entre les mains des policiers avisés par le répartiteur de la centrale de taxi.

Le suspect, un étudiant en droit âgé de 28 ans, a été arrêté et sera accusé de délit de fuite ayant causé des lésions corporelles. La boisson ne serait pas en cause dans cette affaire. L'homme a pu reprendre sa liberté après avoir signé une promesse de comparaître. La voiture du suspect a été endommagée du côté droit.

L'agent de police a été transporté à l'hôpital, où les médecins ont diagnostiqué une légère commotion cérébrale. Quelques points de suture ont été nécessaires pour fermer la plaie. Le policier a toutefois pu regagner son domicile en matinée hier. Il sera absent du travail durant deux semaines.

Lors de l'accident, le policier s'était lancé à la poursuite d'individus qui buvaient de l'alcool dans le parc du Mont-Royal et qui tentaient de se soustraire aux agents.

Le policier est à l'emploi du SPCUM depuis six mois seulement.

La victime aurait fait partie d'un gang de rue

Patrick MacNicoll, 19 ans, ce jeune homme qui a été tué de plusieurs coups de couteau dans la nuit de vendredi à samedi en bordure d'une piste cyclable à Verdun, pourrait avoir été victime d'un règlement de compte au sein d'un gang de rue. C'est du moins ce que prétend la mère de la victime, qui affirme que son fils était membre d'un gang qui se nomme CAD. Toutefois, les enquêteurs de la section des homicides de la police de la CUM tentaient toujours hier de vérifier cette hypothèse, le gang CAD étant inconnu. Néanmoins, l'information voulant que le jeune MacNicoll fasse partie d'un gang pourrait être juste : les policiers sont à la recherche de trois ou quatre autres jeunes qui auraient été vus en compagnie de la victime avant le meurtre.

ALTIMA

ÉDITION MILLÉNIUM 2000

299\$

PAR MOIS* LOCATION 48 MOIS

OU FINANCEMENT À PARTIR DE 2,8%**

- AILERON ARRIÈRE
- JANTES EN ALLIAGE SPORT
- TÉLÉVERROUILLAGE DES PORTES
- ANTIDÉMARREUR AVEC CLÉ À PUCE
- GROUPE ÉLECTRIQUE
- CLIMATISEUR
- LECTEUR DE DISQUE COMPACT
- TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
- EN PLUS D'UN CELLULAIRE*

TOUJOURS PLUS LOIN.

*Location de 48 mois pour l'Altima GXE (1499\$0 A400) avec transmission manuelle. Acompte ou échange équivalent de 2995\$. Limité de 24 000 km par année avec 0,08 \$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit par Nissan. **Taux de financement de 2,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois, 3,8% pour 48 mois et 4,8% pour 60 mois. L'ensemble de l'Altima « Edition Millénium » est offert uniquement par les concessionnaires Nissan du Québec. Le cellulaire est une gracuseté de Cellcom Communications et est sujet à une activation de temps d'attente d'une durée minimale de 12 mois avec Bell Mobile. L'offre du cellulaire est facultative. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

www.souriez-avec-nissan.com 1 800 397-0122

2827008

Un été plein de promesses au Vieux-Port de Montréal

GRÉGORY LEMAY
collaboration spéciale

L'année dernière, le Vieux-Port de Montréal a connu un achalandage record : plus de sept millions de visiteurs ont foulé son pavé. Cette année, ses dirigeants n'en attendent pas moins.

« Une programmation estivale qui propose pas moins de 25 activités et excursions, une quarantaine d'événements ponctuels, sans oublier une dizaine de nouveautés que le public pourra découvrir d'est en ouest », a révélé Pierre Émond, président et chef de la direction de la Société du Vieux-Port de Montréal.

En tête de liste des nouveautés, on retrouve le centre iSci, le fameux complexe interactif de sciences et de divertissements qui abrite le cinéma Imax.

Les autres nouveautés sont Mo-saïcultures internationales Montréal 2000, une impressionnante exposition de sculptures florales en 2 et 3D ; la pièce de théâtre interactive et multimédia pour jeune public (*MTL 2000*), une vulgarisation de phénomènes scientifiques d'actualité ; Les Grands Voyageurs, une activité de contrôle à distance de voiliers télécommandés au Bassin Bonsecours ; Le Chapiteau 2000, une scène où se produira l'École nationale du cirque avec son spec-

tacle *Cocktail*, ainsi que les trois super chanteurs de *Du rock à l'opéra* ; Les vendredis Labatt Blues, selon ce que le nom suggère ; le Circuit des fantômes, une activité à caractère historique ; et Montréal 2000 et un visages, une série de manifestations culturelles incluant Caillou et le Gala de l'automobile.

Mentionnons aussi que les Bouquinistes du Saint-Laurent seront présents toutes les fins de semaine de l'été, en plus de leur présence temporaire du 29 juin au 16 juillet.

Ces nouveaux éléments s'ajoutent bien évidemment aux classiques du Vieux-Port, tels les diverses croisières sur le fleuve (Saute-Mouton, l'Amphi-Bus, le bateau-mouche, etc.) ; les randonnées en pédalo ; les promenades à vélo, quadricycle compris ; le circuit historique le long de la Promenade ; ou la tour de l'Horloge.

Le tout arrosé d'événements ponctuels ou de longue durée : la journée de la Police, le Mondial de la Bière, la course de canards Ovide, l'Expo-technologique, la fête du Canada, Aire de jeux Mégabloks, la Semaine italienne, Pow Wow, HIP HIP HOUARRA, Un tour la nuit... et le Vieux-Port en fête, les célébrations d'inauguration de la saison estivale, les 20, 21 et 22 mai.

Renseignements : (514) 496-PORT ou 1-800-971-PORT.

www.vieuxportdemontreal.com



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

De la visite dans le port

Le *Rembrandt*, le premier des neuf palais flottants qui rehausseront de leur élégance les quais de Montréal cette année, a accosté hier à la gare maritime Iberville, dans le Vieux-Port. D'une capacité de 1074 passagers, le navire, propriété de la Premier Cruise Lines, fera 24 voyages à destination et au départ de Montréal. Le navire de 38 000 tonnes fera des escales à Québec, Sydney, Portland et Newport avant d'atteindre New York. Au retour, il s'arrêtera à Bar Harbor, Halifax, le fjord du Saguenay et Québec, avant de se rendre à Montréal.

Une importante saisie de marijuana à Trois-Rivières

Presse Canadienne
TROIS-RIVIÈRES

Une faute d'inattention pourrait bien être à l'origine de la plus importante saisie de cannabis de l'année, à Trois-Rivières. Les policiers ont mis la main sur 810 plants de

marijuana, hier, dans un logement de la rue Saint-François-Xavier. Leur valeur est estimée à 810 000 \$.

Les policiers se sont présentés à cet endroit à la suite d'un appel pour une porte ouverte. Les policiers s'attendaient à trouver des vo-

leurs mais finalement, c'était une plantation de plants de pot. De plus, environ 1000 grammes de marijuana, prêts à être vendus, ont été découverts dans des contenants en plastique, placés dans le congélateur.

Un juge politique

Jules Deschênes, mort la semaine dernière à 76 ans, n'a pas seulement été un de nos meilleurs juristes ; il a aussi été le juge le plus politique de son époque.

Mais politique au sens le plus élevé : un contrepoids aux autres pouvoirs, un acteur de premier plan dans la cité qui allait prendre sa place, et un peu plus, sans demander pardon.

C'est que le juge Deschênes occupait un poste stratégique dans la magistrature québécoise. Après un an et demi à la Cour d'appel, où il s'est ennuyé à périr, il a accepté de devenir le juge en chef de la Cour supérieure, inférieure dans la hiérarchie, mais beaucoup plus importante par son activité.

Le juge Deschênes ne se contentait pas d'administrer la Cour. Pendant la période où il a été juge en chef (1973-1983), il a entendu quelques-unes des causes les plus explosives. Il devait, disait-il, « donner le bon exemple » aux collègues.

De fait, ses jugements, superbement écrits, fouillés, rendus rapidement, étaient exemplaires.

Même avant la Charte (1982), qui permet aux juges d'annuler les lois qui limitent de façon déraisonnable un droit fondamental, le métier de juge a toujours eu une composante politique.

Ce ne sera jamais aussi clair que dans le cas de Jules Deschênes. Il avait le loisir de choisir les causes qu'il entendrait, comme juge en chef. Et il ne prenait pas les plus faciles. Cela a fait de lui, à proprement parler, un acteur politique de premier plan dans cette période particulièrement trouble.

Ses jugements ont fait crier alternativement patrons et syndicats, anglos et francos, politiciens d'Ottawa et de Québec. Signe assez infaillible que Jules Deschênes était un esprit authentiquement indépendant.

■ ■ ■

En 1976, une commission scolaire anglophone a attaqué la constitutionnalité de ce qu'on a appelé la Loi 22, du premier gouver-

nement Bourassa, qui faisait du français la langue officielle au Québec. Le juge Deschênes a rejeté les arguments de la commission scolaire, même si la Constitution de 1867 ne parlait nulle part de langue officielle.

Faisant un long historique, le juge Deschênes allait conclure qu'il fallait faire évoluer le vieux document. Il écrivait notamment : « Nous vivons à un tournant majeur de l'histoire du Canada et du Québec. Il n'y a plus de vainqueurs ni de vaincus, plus de conquis ni de conquérants, mais deux peuples appelés par un accident de l'histoire à partager en permanence un même coin de l'Amérique. Ils possèdent tous deux leurs tradition et leur culture qu'ils sont tous deux décidés à préserver. Tour à tour majoritaires et minoritaires, ils connaissent tous deux la volupté de l'autorité et la crainte de l'intolérance. La seule différence c'est que, chez le peuple francophone, cette crainte date d'une plus longue expérience tandis que cette volupté possède encore l'attrait du neuf, presque de l'inconnu. »

Pas très orthodoxe, judiciairement parlant. Mais s'il est une chose qu'il fuyait, c'étaient les lieux communs.

Il allait aussi donner raison aux pilotes d'Air Canada, qui voulaient obtenir le droit de parler en français avec les contrôleurs aériens francophones.

En 1978, il invalidait une première partie de la Loi 101, qui faisait du français la seule langue pour les lois de l'Assemblée nationale. Cela contredisait la Constitution de 1867 (Québec plaidait pouvoir la modifier sans l'accord d'Ottawa). Cette fois, plusieurs nationalistes l'ont dénoncé.

Ils seront surpris, trois ans plus tard, lorsqu'il déboutera des députés libéraux d'Ottawa qui s'étaient fait traiter de « traî-



Yves
BOISVERT

tres » par la Société Saint-Jean-Baptiste, pour avoir voté en faveur du rattachement de la Constitution de 1867 sans l'accord du Québec.

Ces députés voulaient une injonction pour empêcher la distribution d'une affiche de la SSJB contenant cette accusation. Le juge Deschênes refuse. Encore une fois, il place le débat dans un cadre plus large que celui de la stricte légalité ; il trouve dans la tradition politique canadienne l'emploi relativement fréquent du mot « traître » dans les débats les plus chauds de l'histoire.

« Ce serait un triste jour pour la liberté que celui où l'on déciderait que les seuls commentaires admissibles pour publication sont ceux avec lesquels les membres d'un jury ou le président d'un tribunal peuvent être d'accord », écrit-il. Il ajoute que la SSJB avait des « motifs sérieux » pour défendre son pamphlet.

Dans l'affaire Notre-Dame-des-Neiges, portant sur la confessionnalité d'une école, il ne se contente pas d'interpréter les textes ; il a recours à l'histoire et ne se gêne pas pour dire que la législation scolaire est « dépassée par les événements ».

Il a confirmé la constitutionnalité de la cour des petites créances, malgré l'attaque féroce du barreau et de la multinationale Nissan.

Il avait confirmé, quand il était en Cour d'appel, l'emprisonnement des chefs syndicaux qui avaient défié une loi d'exception. Mais en 1974, il allait prendre par surprise le monde patronal. La direction de la STCUM avait obtenu une injonction contre le syndicat des employés d'entretien, pour forcer le retour au travail. Le syndicat décide de défier l'ordonnance. La direction s'adresse donc immédiatement à la Cour pour demander que

le syndicat soit condamné pour outrage au tribunal. Le juge Deschênes rejette la demande pour une question technique mais surtout pour ce qu'il appelle « un motif d'ordre social » :

« La Commission (maintenant la STCUM) a déjà obtenu contre le syndicat une condamnation à une amende de 50 000 \$. Elle revient à la charge et, théoriquement, pourrait demander une semblable condamnation pour chaque jour où la grève se prolonge (elle avait duré six semaines). Mais, quand même elle ruinerait financièrement le syndicat, contribuerait-elle pour autant au règlement du conflit ?

« Et que dire des syndiqués eux-mêmes ? Aujourd'hui, la Commission en assigne devant la Cour une centaine ; demain, elle pourra en assigner le double et, finalement, elle pourra demander contre tous ses employés en grève une condamnation à l'amende et à la prison. Devra-t-on bâtir des installations spéciales pour ces quelque 1600 prisonniers et, surtout, pense-t-on remettre le métro et les autobus en service par ce moyen draconien ?

« (...)Les requêtes de la CTCUM sont socialement, politiquement et judiciairement inopportunes dans leur conception et dangereuses dans leurs conséquences. »

C'était un moyen coup de marteau. Plusieurs ont réclamé après cela la démission du juge Deschênes.

« Jamais une cause ne m'a empêché de dormir », me disait-il l'an dernier. « J'ai un devoir à remplir et je le fais. »

Après un passage au Tribunal pénal international (1993-97), il s'intéressait encore vivement à la justice internationale. Tourné vers le progrès, sans nostalgie, il en mesurait les avancées avec optimisme, malgré ses limites.

« C'est ainsi que l'humanité progresse, disait-il : à petits pas. » Les siens, mis bout à bout, forment un impressionnant sentier.

yboisver@lapresse.ca

Tenez les enfants loin des cellulaires

ANDRÉ PRATTE

Un comité d'experts britanniques vient de recommander que l'usage du téléphone cellulaire soit découragé chez les enfants. Ces spécialistes s'inquiètent des risques que pourraient poser les radiofréquences émises par cet appareil pour la santé des jeunes.

« Dans l'hypothèse où les téléphones cellulaires auraient des effets néfastes qu'on n'a pas encore découverts, les enfants pourraient y être plus vulnérables parce que leur système nerveux est en plein développement, parce que les tissus de leur tête absorbent davantage d'énergie, et parce qu'ils seront exposés sur une plus longue période de temps », écrit le comité dans un rapport publié à Londres.

« Nous croyons, conformément à l'approche prudente que nous préconisons, que l'usage répandu des téléphones mobiles par des enfants devrait être découragé sauf pour les appels essentiels. De plus, l'industrie du téléphone mobile devrait éviter de faire la promotion de l'usage de leurs produits par les enfants. »

L'Independent Expert Group on Mobile Phones (IEGMP) a été formé par le gouvernement de Grande-Bretagne pour faire le point sur la recherche scientifique portant sur les effets des téléphones cellulaires sur la santé. Il est composé d'une douzaine de chercheurs de haut niveau, dont le docteur Michael Repacholi, un des grands spécialistes de la question dans le monde.

Au cours des dernières années, les médias ont fait largement écho à certaines études indiquant que les radiofréquences émises par les appareils cellulaires pourraient avoir des effets délétères, à commencer par des maux de tête, allant jusqu'au cancer, en passant par des troubles de mémoire.

« La recherche tend à montrer que l'exposition aux radiofréquences à des niveaux respectant les normes ne causent pas d'effets néfastes pour la santé de la population en général », concluent pour leur part les experts britanniques, qui ont passé au peigne fin des centaines d'études. Certes, quelques travaux ont laissé croire que des effets négatifs pouvaient exister, mais selon le comité d'experts, certaines des études les plus souvent citées par les médias comportent des failles méthodologiques importantes. De plus, leurs résultats n'ont pu être reproduits par d'autres chercheurs.

Reste qu'un certain nombre de recherches indiquent que les radiofréquences émises par les téléphones mobiles provoquent des réactions biologiques chez les animaux, notamment au niveau des cellules.

Qui dit réaction biologique ne dit pas nécessairement conséquence négative pour la santé (l'exercice physique, par exemple, provoque aussi des réactions biologiques). Mais ces résultats amènent les experts britanniques à recommander une approche prudente, autant aux usagers qu'à l'industrie et au gouvernement. « Il n'est pas possible pour l'instant de dire que l'exposition aux radiofréquences, même à des niveaux inférieurs aux normes nationales, ne comporte aucun risque potentiel pour la santé », soulignent-ils.

Une clientèle prometteuse

L'industrie canadienne a accueilli avec scepticisme la recommandation de l'IEGMP relative aux enfants. Le vice-président exécutif de l'Association canadienne des télécommunications sans fil, Roger Poirier, souligne que le comité britannique n'a pas précisé de quel groupe d'âge il parle. « Ils disent *children*, mais est-ce que ça veut dire 10 ans, 12 ans, ou 16 ans ? »

M. Poirier concède que les adolescents représentent une clientèle

prometteuse pour l'industrie. « Les prix baissent, la technologie devient abordable pour les adolescents, et ils ont un mode de vie qui se prête très bien à l'usage de la technologie sans fil. »

Un sondage Léger & Léger réalisé l'automne dernier pour Bell Mobilité a révélé qu'à peine 2 % des Québécois âgés de 15 à 17 ans sont propriétaires d'un téléphone cellulaire. Des vendeurs interrogés par *La Presse* confirment que les adolescents ne représentent encore qu'une minuscule partie de leur clientèle.

À Santé Canada, le responsable du dossier, Robert Bradley, a souligné qu'il n'y a pas de preuve scientifique quant aux effets des cellulaires sur la santé des jeunes. « L'approche proposée par le comité britannique est pleine de bon sens, et elle peut certainement inspirer les décisions des individus. Un comité peut faire ce type de recommandations, mais à Santé Canada, nous ne pouvons pas le faire parce qu'il s'agit de simples suppositions. »

Selon l'IEGMP, un danger des téléphones mobiles a été bel et bien établi : le risque d'accidents de voiture. À cet égard, il souligne que les systèmes mains-libres ne semblent pas réduire les probabilités d'accident : le conducteur a peut-être les deux mains sur le volant, mais il reste tout aussi distraité par la conversation. « On devrait dissuader les conducteurs d'utiliser leur téléphone cellulaire lorsque leur voiture est en mouvement, et ce même s'ils possèdent un système mains-libres », soutient le comité.

CLSC: une prise d'otage bien gérée

MARTINE ROUX

La direction du CLSC des Faubourgs décline toute responsabilité quant à la prise d'otage survenue jeudi dans ses locaux de la rue Sanguinet. Les mesures d'urgence et de sécurité ont été appliquées efficacement, soutient-elle en rejetant les récents blâmes des employés syndiqués.

Réunis hier en conférence de presse, la directrice générale de l'établissement et le président du conseil d'administration, Renée Spain et Fernand Matteau, ont répété que « tout s'est bien déroulé malgré le caractère dramatique de l'incident. Le plan des mesures d'urgence a été très bien appliqué et selon les procédures prévues ».

Au lendemain de la prise d'otage, au cours de laquelle une forcenée armée a séquestré une infirmière pendant quatre heures, le syndicat a pourtant accusé la direction d'incurie au chapitre de la sécurité. Selon la présidente du syndicat, Nicole Mercier, le CLSC des Faubourgs tarde à appliquer des consignes de sécurité recommandées par la CSST.

Faux, réplique Mme Spain, qui jure que la sécurité du personnel est au coeur des priorités de la direction. « Nous avons pris des dispositions depuis plusieurs mois pour resserrer la sécurité. Un comité ad-

hoc a été formé à l'automne. Un comité paritaire où siège un représentant de la CSST s'est mis en place en février, à la suite d'un incident au cours duquel un gardien a été menacé au couteau par un usager. Depuis, nous avons poursuivi les mesures que suggérait la CSST. »

Le rapport de la CSST, émis le 2 février, suggère de restreindre les déplacements des usagers, d'assurer une présence double des gardiens, d'installer un détecteur de métal à l'entrée, de créer une ligne d'intervention d'urgence avec les policiers et de former un comité paritaire.

« Le processus d'embauche d'un autre gardien de sécurité est en cours : le poste a été affiché deux jours avant l'incident, affirme Mme Spain. Nous avons doté le poste téléphonique du gardien d'une ligne d'urgence. Nous avons aussi commandé des walkie-talkie pour les gardiens. Nous allons aussi voir à ce que les directives pour restreindre les déplacements soient appliquées avec un peu plus de suivi. » Quant au détecteur de métal, Mme Spain a soulevé le scepticisme des membres du comité avec cette mesure. « Je ne veux pas transformer le CLSC en forteresse. Il y a toujours un élément de risque. Il faut trouver l'équilibre entre l'accessibilité des services et la sécurité du personnel et des usagers. »

FLORENCE

UNE EXCLUSIVITÉ SIMONS EN TAILLES 16 À 22

Le chemisier manches roulées 49.95

C'est l'essentiel chemisier pur coton, poches safari à rabat boutonné, manches roulées sur sangles. Noir, blanc, bleu ou fuchsia. 16 à 22. Rég. 75.00*

la maison

*Le prix régulier (carré) et le prix actuel (carré) est habituellement visible chez Simons et n'est pas une indication du prix actuel (carré) est visible la majorité des articles en boutique.

QUÉBEC : PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL 977 RUE STE-CATHERINE OUEST, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

2659308

+

Politique

Hydro-Québec International va rater sa cible

DENIS LESSARD
envoyé spécial, BUENOS AIRES

Hydro-Québec ne parviendra pas à atteindre la cible qu'elle s'était donnéé quant aux investissements à l'étranger. Hydro, qui promettait 1,2 milliard d'investissements en cinq ans, n'a même pas atteint 300 millions à mi-parcours.

« Les premiers mois d'Hydro-Québec international ont été très laborieux », soulignait hier le président de la Société, André Caillé. « On visait 500 millions environ d'investissements par année, on en a fait 300 en deux ans... on n'est pas là, on a pris un retard », déplore le grand timonier d'Hydro.

L'objectif du plan stratégique de 1998-2002 ne sera donc pas atteint. Le chiffre a été maintenu lors du dernier programme mais « il faudrait ramer passablement pour y arriver », prédit M. Caillé.

M. Caillé avait décidé de refaire complètement, il y a six mois, la structure du bras international d'Hydro, constatant qu'il ne portait pas suffisamment de fruits. Jusqu'à l'an dernier, Hydro-Québec international montait complètement ses dossiers, du financement jusqu'aux questions techniques, ce qui entraînait un chevauchement de la structure existante d'Hydro-Québec.

« Dans tous les domaines, cela demandait la même expertise que les unités d'affaires d'Hydro, on avait tout en double et c'était très laborieux », résume M. Caillé. Sur plus de deux ans, HQI n'a dégoté que six projets, d'une valeur de moins de 300 millions. « On prenait clairement du retard », dit M. Caillé, qui sera à Lima mardi, pour inaugurer l'un de ces projets — la construction d'une ligne de transmission dans les Andes. « On avait une compétition internationale féroce pour ce projet et on a tout de même soumissionné à 30 % moins cher que nos compétiteurs », lance-t-il. Pour l'occasion, et comme il fait froid près de Lima, M. Caillé compte porter à nouveau un de ses fameux « cols roulés » marqués du sigle d'Hydro, auxquels il n'avait pas retouché depuis le grand verglas de 1998. Une cinquantaine d'employés québécois travaillent actuellement sur le chantier.

Ce contrat péruvien risquait de ne pas être livré à temps. Il doit être en opération le 30 juillet, et cette échéance sera respectée, pour éviter de coûteuses pénalités.



Le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, en compagnie du gouverneur de Cordoba, Jose Manuel de la Sota.

« HQI, j'ai décidé de m'en occuper moi-même », lancera le président d'Hydro. Il nie les rumeurs voulant que le torchon brûle entre lui et le président de HQI, l'ex-ministre Michel Clair, devenu depuis vice-président aux « projets spéciaux ». Depuis que le couperet est tombé, le nombre des employés de HQI est passé de 100 à 10, essentiellement des « démarcheurs » qui ont pour mission de dénicher des marchés à travers le monde.

« Maintenant, on a la même structure que SNC ou d'autres grandes firmes. Même dans d'autres pays, les producteurs d'énergie fonctionnent comme la nouvelle structure de HQI », explique M. Caillé.

La survie de HQI est déterminante pour le Québec, croit-il. « La pérennité de l'électricité au Québec passera par l'international », prédit

M. Caillé. HQI est actuellement dans six pays, avec des projets d'une cinquantaine de millions. Elle produit de l'hydro-électricité en Chine, en Amérique centrale et au Sénégal. Elle a des contrats de transport en Australie et au Pérou. Tout au plus deux autres endroits peuvent être considérés : on examine l'Inde, et on veut un projet en Europe de l'Ouest. Pas question de se disperser davantage, promet M. Caillé.

Pour lui, Hydro doit dépasser le réflexe traditionnel, soit de se contenter d'injecter des fonds dans un projet et de créer des filiales dans des pays. Hydro pourrait, en s'appuyant sur des actifs tangibles, devenir « courtier » en énergie. En Argentine par exemple, « même si on s'alignait avec d'autres pour faire des turbines on ne serait pas avancés », laisse-t-il tomber. Dans

l'axe de Sao-Paolo du Brésil et de Buenos Aires en Argentine, le potentiel est extraordinaire, explique-t-il.

En Argentine, où on achève de privatiser le réseau d'hydro-électricité, des opportunités sont évidentes. Une réserve pompée de 700 mégawatts, comme celle de Buenos Aires, peut être intéressante. Elle permet d'avoir de l'énergie à vendre au moment précis où les prix sont bons.

Accablée par les dettes, l'Argentine a été forcée par le Fonds monétaire international de privatiser son réseau électrique, à partir du début des années 1990. « Ils sont clairement un peu tristes maintenant. Ils se rendent compte que s'ils n'avaient pas vendu, la valeur de ces actifs aurait probablement doublé ou triplé depuis », résume M. Caillé.

Tout est possible à Saint-Jean

Presse Canadienne
SAINT-JEAN, Terre-Neuve

Les électeurs de Saint-Jean-Ouest seront témoins aujourd'hui d'une situation jamais vue en 24 ans : une élection fédérale complémentaire qui, dans leur circonscription, ne soit pas gagnée d'avance.

Ce comté est d'ordinaire une moisson facile pour le Parti conservateur. Les conservateurs ont en effet occupé le siège au cours de 37 des 51 dernières années.

Mais alors que la campagne électorale prend fin, avec un Joe Clark qui se dépense pour préserver ce qui reste d'unité à un parti ébranlé, de nombreux électeurs envisagent un changement.

Ce sont normalement les libéraux qui devraient bénéficier de cette allégeance conservatrice vacillante. Mais ce n'est pas le cas cette fois-ci.

Une récente enquête téléphonique, menée auprès de 800 résidants du comté, révèle que la conservatrice Loyola Hearn est en tête avec 27 % des suffrages, mais qu'elle est chauffée par le libéral Anthony Sparrow (25 %) et le néo-démocrate Greg Malone (19 %). Seul Frank Hall, de l'Alliance canadienne (2,3 %), n'aurait aucune chance de l'emporter.

Ce sondage, dont la marge d'erreur est de plus ou moins 3,4 % 19 fois sur 20, a toutefois été administré il y a deux semaines — ce qui, en situation d'élection partielle, représente de l'histoire ancienne.

Ainsi, selon des commentateurs de la scène politique, l'ancien comédien Greg Malone (NPD) aurait quelque chose qui fait défaut aux autres prétendants.

Dans la mesure où les élections partielles suscitent généralement de faibles taux de participation, cette organisation pourrait faire la différence.

En 1976, date de la dernière élection partielle dans Saint-Jean-Ouest, John Crosbie, l'a emporté et a dominé le comté au cours des 17 années suivantes.

En attendant le 24 juin...

Les déclarations de Joe Clark n'ont rien pour revigorer des troupes inquiètes et découragées

VINCENT MARISSAL
QUÉBEC

Joe Clark aime bien rappeler qu'il compte parmi ses plus fidèles supporters l'entraîneur des Sénateurs d'Ottawa, Jacques Martin, son beau-frère.

Le coach d'Ottawa lui a retourné la politesse, la semaine dernière, lors d'un dîner-bénéfice du parti dans la capitale fédérale, comparant sa carrière à celle du chef conservateur.

Ténacité, leadership et honnêteté, a martelé Jacques Martin pour décrire les deux carrières.

Il aurait pu ajouter que, comme ses Sénateurs, les conservateurs ne sont pas assurés de rester toujours à Ottawa.

Et que, comme celle de plusieurs équipes au moment critique d'une saison, la destinée du parti de Joe Clark dépend d'abord de la défaite de ses adversaires.

L'adversaire, pour le moment, c'est l'Alliance canadienne (AC), le nouveau parti de la droite dont l'ombre a plané au-dessus du congrès conservateur tout au long de la fin de semaine, à Québec.

Tous les conservateurs présents à Québec ont tracé un X sur le 24 juin de leur calendrier, la date du premier tour de l'élection à la chefferie de l'AC, en priant pour que Preston Manning obtienne plus de 50 % des voix.

Sinon, tout peut arriver au deuxième tour, deux semaines plus tard, le pire scénario pour les Bleus étant le couronnement de Tom Long. Le jeune stratège ontarien a déjà démontré tout le mal qu'il peut faire aux conservateurs en leur soutirant militants et bailleurs de fonds.

Il est vrai que les « mercenaires » de l'Alliance canadienne envoyés en service commandé à Québec, Tom Long et Stockwell Day, n'ont pas fait les ravages appréhendés par les conservateurs eux-mêmes.

Riche et bien organisée, l'équipe de Tom Long a installé sa cour dans une suite d'hôtel située à quelques mètres du congrès conservateur. Mais elle a surtout démontré qu'elle attire davantage les journalistes que les militants de Joe Clark.

Quant à Stockwell Day, il a bien envoyé son attachée de presse, mais son organisateur au Québec, Gerald Latulippe, se trouve actuellement à l'autre extrémité du continent, en mission économique avec Lucien Bouchard en Argentine et au Chili. Pas de quoi effrayer la garde rapprochée de M. Clark.

Mais il ne faudrait pas conclure pour autant que la menace est passée. D'autres rameurs conservateurs quitteront le bateau de Joe Clark dans les prochains jours, peut-être même leur seul député ontarien, Jim Jones.

Les défections viendront aussi de Chicoutimi, où de vieux organisateurs bleus imiteront cette semaine leur député André Harvey et quitteront le PC.

« Ce n'est pas l'exode dont parle les médias », ont répété toute la fin de semaine les fidèles conservateurs, peut-être plus pour se rassurer eux-mêmes que pour convaincre les médias.

« Il vente, il vente fort, mais on a des racines profondes », ajoute avec philosophie le

sénateur Pierre-Claude Nolin.

Comme pour contredire ses aînés, un jeune délégué tentait de se faire élire à l'exécutif de la commission jeunesse, jeudi, en hurlant dans le micro que la « saignée » doit prendre fin.

Les déclarations de Joe Clark à ce propos ne sont pas de nature à rassurer des militants déjà inquiets, parfois même franchement découragés.

Demandez-lui s'il est satisfait de l'état de l'organisation dans les comtés, il vous répondra : « Non, il nous reste beaucoup de travail à faire » avec sa franchise désarmante. Pourtant, il admet lui-même que des élections pourraient avoir lieu dans moins de six mois.

Il vous dira aussi que son parti est désuni, que l'argent manque, qu'il perdra peut-être l'élection partielle dans Saint-John (T.-N.) aujourd'hui et que d'autres députés pourraient se joindre à l'AC.

M. Clark avait une chance en or de remotiver ses troupes et d'attirer sur lui les projecteurs en annonçant qu'il se présentera bientôt dans une élection partielle, gracieuseté de l'un de ses députés prêt à lui céder son siège. Il ne l'a pas fait, loin de là, cultivant plutôt l'ambiguïté en disant que, d'une façon ou d'une autre, il a l'intention de siéger aux Communes à l'automne.

Les hésitations et les questions existentielles du chef déteignent sur les troupes. Bien sûr, les anciens ministres John Crosbie, Sinclair Stevens, Monique Landry ou

Bernard Valcourt sont venus appuyer M. Clark au cours du week-end, mais on ne peut pas vraiment parler de relève en vue de la prochaine élection. Sans compter que plusieurs d'entre eux traînent avec eux des relets des pires années des gouvernements Mulroney.

Parlant de Brian Mulroney, son fils Ben a fait une visite très remarquée et même digne d'une vedette dans la famille conservatrice, mais ce n'est pas lui non plus qui relancera le parti.

Le congrès de la fin de semaine aurait aussi pu être l'occasion de présenter des recrues, une relève de la génération de Tom Long et de Stockwell Day.

Un Michael Fortier, par exemple, ce jeune avocat de Montréal parfaitement bilingue et doté d'un indéniable talent politique. M. Fortier s'est présenté à la chefferie conservatrice en 1998, mais il ne semble pas prêt à replonger dans l'arène d'une élection générale.

En fait, aucun des jeunes candidats qui se sont présentés avec Jean Charest en 1997, certains avec brio, n'est prêt aujourd'hui à replonger.

« Je ne veux pas être une looser toute ma vie », résume l'une d'elle.

C'est là le principal problème de Joe Clark, à moins d'un an de l'élection : tout le monde l'aime et le respecte, mais personne ne veut aller à la guerre pour lui.

Jacques Martin, qui a déjà connu des heures sombres derrière le banc des Sénateurs, pourrait sûrement l'entretenir de l'art de relancer une attaque.

Pour le moment, Joe Clark semble plutôt être sur le point de confirmer la théorie selon laquelle en politique, comme au hockey, les bons gars finissent toujours derniers.

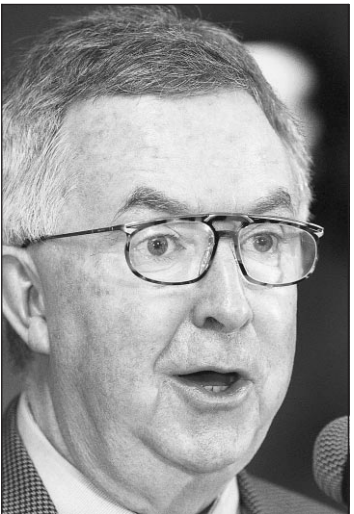
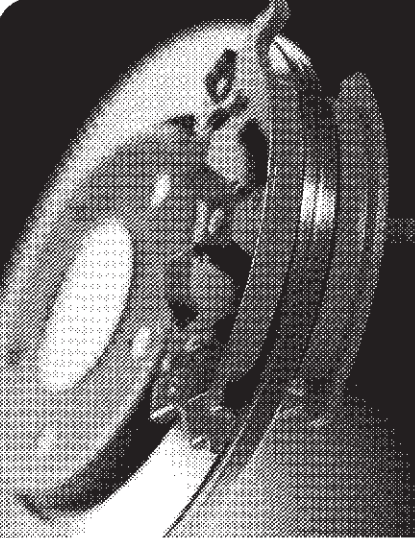


PHOTO PC
Joe Clark se gagne plus de sympathies que d'appuis.



Votre voiture est prête!



Freins DuraStop^{MC}

(avant)*

À partir de

119⁹⁵\$

UN PRIX SANS MAUVAISE SURPRISE

Cire « Jet Glaze » (500 ml)	Balais essuie-glace d'été « Toute Saison Plus »	Pneu Uniroyal Tiger Paw ASC
4⁹⁹\$	De 7⁹⁹\$ À 12⁹⁹\$	44⁹⁵\$
Vidange d'huile** incluant une inspection en 15 points	Nettoyeur universel (500 ml)	Nettoyant pour tissus (350 ml)
28⁹⁵\$	2⁹⁹\$	4⁹⁹\$
		Inspection en 35 points incluant 500 g de nettoie-vitres
		54⁹⁵\$

SOLARIUMS

Zytco



NOUVEAU
MODELE
2000

TROIS-SAISONS
QUATRE-SAISONS

ESTIMATION SANS FRAIS

SUPER SPÉCIAUX PRINTEMPS

TROIS-SAISONS

OBTENEZ 10% D'ESCOMPTE

SUR LE MEILLEUR PRIX NÉGOCIÉ.
Du 12 au 31 mai 2000 sur l'achat d'un solarium Trois-Saisons. Quantité limitée.
Valable sur présentation de cette annonce.

OUVERT LE SAMEDI
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,
ST-LAURENT, QC. H4S 1A7
WWW.ZYTCO.COM

514 335-2050
800 361-9232

ANGLAIS

COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION

Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue

COURS INTENSIFS à temps partiel et semi-intensifs

de jour, 25 h/semaine à temps partiel et semi-intensifs

135 \$/semaine* 1 à 7 fois/sem. • 190 \$/30 h*

*matériel pédagogique inclus, pas de taxe, déductible d'impôt, frais d'inscription : 40\$

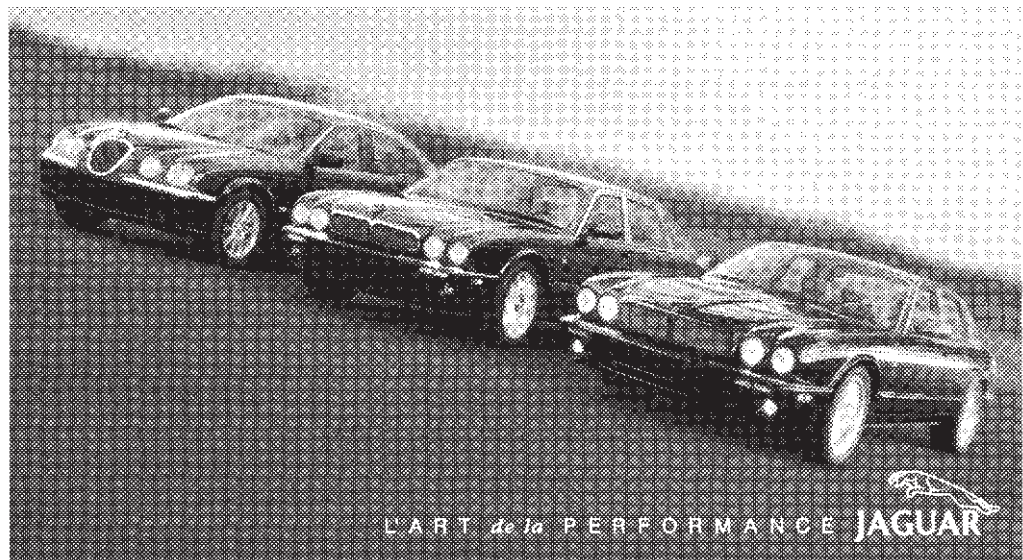
Converlang

école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec

5268, av. du Parc
www.converlang.com (514) 278-5309

DES CHIFFRES QUI FONT CHAUD AU COEUR.

Bail à taux de **3,9%**



John
SCOTTI
JAGUAR

Cédez à la tentation!

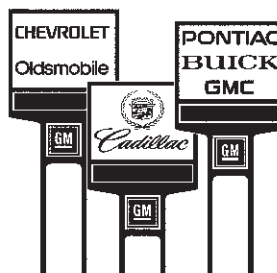
4305, Métropolitain Est • Saint-Léonard • 514.725.2221

2857049



Service Goodwrench

Bien fait. À temps.



Ces offres s'appliquent à la plupart des voitures ou camionnettes GM. Voir les conditions chez les concessionnaires participants. Toutes taxes et droits en sus. Prix en vigueur jusqu'au 30 juin 2000. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. *À l'exception des Corvette. **À l'exception des Corvette et des camions à moteur diesel. Pour plus de détails, voyez votre concessionnaire du Service Goodwrench de GM ou composez sans frais le 1 800 463-7483 ou visitez notre site internet au www.gmcanada.com.

2858378

Actualités



PHOTOS RIMA ELKOURI, La Presse ©

Dayron, qui vit dans Centro Habana, n'a que trois ans mais sait fort bien qui est Elián Gonzalez.

Du rhum, des femmes, du rêve

Voici la dernière tranche de notre série sur Cuba, le pays du naufragé le plus célèbre du monde.



Rima Elkouri

envoyée spéciale,
LA HAVANE

Quand Juan se promène sur le Malecon, la promenade de bord de mer de La Havane, il déshabille du regard toutes les femmes. L'opération n'est pas très ardue. La moitié du travail est déjà fait. La mode sur ce boulevard à la sensualité débridée, c'est court, moulant, sexy.

« La seule chose qui me plaît dans ce pays, ce sont les femmes », dit-il, d'un ton sérieux.

Juan a 28 ans. Il vit dans un taudis du quartier populaire de Centro Habana, tout au bout d'un escalier en colimaçon casse-cou. Il a une femme, deux enfants, on ne sait combien de maîtresses. Deux chats, aussi, et un chien.

Juan se dit révolutionnaire. « Mais à ma façon », dit-il. Il n'est pas de ceux qui ont agité

avec fébrilité le drapeau cubain le 1^{er} mai, jour de la Fête du travail. Il n'a plus de travail. Plus rien à fêter. Il a déjà décroché un boulot dans un hôtel de Playas del Este. Il a déjà fait du vélo-taxi, trimbalant à la sueur de son front des touristes aux quatre coins de cette Havane à la fois décolorée et charmante. Les « bonnes journées », il empoche cinq ou six dollars US. Mais il a dû laisser tomber, le coût du permis étant trop élevé.

Sur le toit de son taudis, Juan élève des pigeons et un cochon qu'il compte engraisser jusqu'au jour de l'An. Comme ces gamins de La Havane qui jouent au baseball, sport national, avec un vieux bout de bois et n'importe quel objet, rond ou pas, en guise de balle, Juan se débrouille avec deux fois rien.

Cadet d'une famille de neuf enfants, la Révolution lui a permis d'aller à l'école. Comme son fils de 10 ans, qui enfiler tous les matins ses pantalons rouges, son chemisier blanc et son foulard rouge pour aller à l'école, il a appris de José Martí, héros de l'indépendance, qu'un enfant doit travailler, étudier, être fort pour aider sa patrie.

Aider sa patrie, c'est bien beau, mais il faut d'abord manger, dit-il. Quand il a épuisé les vivres auxquelles lui donne droit sa *libreta*, son carnet de rationnement, il se tourne vers les dollars de secours, gracieuseté de la tante de sa femme qui habite en Floride. Ce genre d'aide de la part de familles cubaines en exil, rendue possible depuis que Fidel Castro a légalisé, en 1993, la devise américaine, est monnaie courante. On l'estime à 900 millions US par année.

« Ce qu'on nous donne avec la *libreta*, ça suffit à peine pour quinze jours », soupire Juan, en tournant avec dépit les pages jaunies de son car-

net. Après deux semaines, il faut donc se débrouiller. Le marché noir prospère.

En plus de faire parvenir des sous à ses proches, la tante floridienne envoie tous les mois, si la poste cubaine le veut bien, des photos, avec toujours des gros becs à l'endos. « Me voilà au sommet de l'Empire State Building », écrit-elle au verso d'une photo prise lors d'un voyage à New York. « Je n'aurais jamais pensé pouvoir un jour monter si haut », ajoute-t-elle.

Juan regarde à l'horizon. Il hume l'air du large auquel se mêlent des vapeurs de diesel du grouillant boulevard Malecon. De l'autre côté, à moins de 140 km, la Floride. Il dit comprendre ceux qui risquent leur vie sur une *balsa* (un radeau) pour atteindre les côtes américaines. « C'est la preuve que le système ne fonctionne pas », dit-il, en évoquant l'affaire Elian.

Les seules qui peuvent vivre bien, ici, ce sont ceux qui ont accès à la *divisa*, aux dollars US. Et encore, dit-il.

Et l'école gratuite pour tout le monde, alors ? Et le système de santé, un des plus efficaces selon les données de l'Organisation mondiale de la santé ?

« À quoi ça sert d'avoir des hôpitaux gratuits, s'il n'y a pas de médicaments quand mon fils tombe malade ? demande-t-il. Pour les opérations compliquées, pas de problème ici. Mais les petits problèmes de tous les jours... Aye ! »

N'est-ce pas en partie à cause de l'embargo américain ? Juan hausse les épaules. « La politique, ça ne m'intéresse pas. Ce que je sais, c'est que le système ne fonctionne pas. »

« Je te le dis. La seule chose que j'aime ici, ce sont les femmes », répète-t-il, en fixant les vagues qui viennent saluer les remparts lézardés du Malecon.



La chasse à l'étranger

RIMA ELKOURI
envoyée spéciale, LA HAVANE

« Beau Cubain cherche étrangère, prête à se marier. But : quitter Cuba. »

Cette annonce n'est certainement pas le genre de truc qu'on lirait dans le *Granma*, le journal officiel du Parti communiste à Cuba. Mais dans les yeux de bien des Cubains et Cubaines, on le voit écrit noir sur blanc.

On fait tout pour séduire l'étranger et surtout l'étrangère. On lui offre deux gardénias, trois s'il le faut. On lui sussure des mots doux. On s'amourache.

Tous les prétextes sont bons pour entamer une discussion et, qui sait, gagner un passeport vers l'étranger. « Vous êtes Italienne ? Ah ! J'ai un ami en Italie. Vous êtes Canadienne ? Ah ! J'ai un ami au Canada. Vous êtes des îles Moukmouk, ah... »

Souvent, on ne s'encombre pas de supercherie romantique et on met tout de suite cartes sur table. On négocie. « Je m'occupe de tout : le séjour à Cuba, le mariage. Elle n'a qu'à venir. Et nous repartirons ensemble », dit Ernesto, 38 ans, qui est cuisinier dans un hôtel de Centro Habana.

« Je travaille dans le tourisme. J'ai un job parmi les mieux payés à Cuba. Mais je n'arrive même pas à joindre les deux bouts. Je veux partir », insiste-t-il.

Parfois, des étrangers flairent l'une bonne occasion d'amasser un magot. « Un Espagnol a déjà voulu me faire payer 4500 \$ US pour me permettre de l'épouser et de partir avec lui, confie Matilda, une architecte de La Havane, dans la quarantaine. Pour lui, c'était comme une business. Ça paraît bizarre. Mais à Cuba, il n'y a rien de plus normal... »

« Si tu as des aspirations, tu ne peux vraiment t'épanouir ici », poursuit celle qui dit étouffer à Cuba.

Pourquoi ? « Il n'y a pas de libertés individuelles. Tout est politique. Il y a une double morale. On ne peut rien critiquer. Je dois toujours dire à ma fille de 10 ans : « Ne répète surtout pas à l'école ce que maman dit à la maison. »

Dans l'île de Fidel Castro, on ne badine pas



« Messieurs les impérialistes, nous n'avons absolument pas peur de vous ! » crie à l'oncle Sam un soldat cubain, sur cette célèbre affiche du boulevard Malecon, à La Havane.

avec la dissidence. Selon la Constitution cubaine, la « trahison de la patrie » est le plus grave de tous les crimes. Le code pénal prévoit entre un et sept ans de prison pour qui manifesterait un manque de respect à l'égard des autorités.

Parfois, un simple commentaire peut avoir de fâcheuses conséquences. Une bibliothécaire de la Casa de las Américas — une institution fondée par Che Guevara et dédiée à l'étude et à la promotion des cultures latino-américaines et des Caraïbes —, a perdu son emploi parce qu'elle a recommandé à quelqu'un *Tres Tristes Tigres*, un roman de l'écrivain Guillermo Cabrera Infante, qui a été forcé de quitter Cuba en 1963.

Oui, c'est vrai, remarque Matilda, tous les enfants cubains apprennent gratuitement à lire et à écrire, ce qui est formidable en soi. En revanche, ils ne peuvent pas lire ce qu'ils veulent. Seule-

ment ce que le parti veut.

Oui, c'est vrai, le système de santé est excellent, les médecins, parmi les meilleurs au monde. « Mais va essayer de trouver une aspirine à la pharmacie... » dit-elle.

Matilda veut partir. Et elle partira. Non, elle ne va pas se marier avec un Espagnol. Non, elle n'est pas prête à risquer sa vie et celle de sa fille sur un radeau. Elle a trouvé mieux, du moins, elle l'espère. En mars, elle a gagné à la fameuse loterie américaine (chaque année 20 000 visas sont délivrés au hasard à des Cubains désirant faire le saut aux États-Unis).

En octobre, Matilda a rendez-vous à la Section des intérêts américains, tout près de la nouvelle tribune anti-impérialiste de La Havane, face à la mer. Elle se croise les doigts.

— FIN —

Entrevue avec... *Madeleine Careau*

Notre-Dame de l'OSM



Nathalie Petrowski

Dans le milieu artistique québécois, Madeleine Careau, la nouvelle directrice de l'OSM, a longtemps eu deux surnoms. D'abord miss Gala, pour tous les galas qu'elle a organisés et parrainés, dont le tout premier gala de l'ADISQ, celui des Gémeaux et le gala d'ouverture de TQS, où elle a conçu la première grille de variétés du maestro Guy Fournier. À miss Gala s'ajoute l'Affaire culturelle, utilisé principalement par son ami André Gagnon en référence au séjour de Careau au ministère des Affaires culturelles, à titre de chef de cabinet de Clément Richard.

En prenant les commandes administratives de l'OSM, Madeleine Careau a hérité d'un troisième surnom : madame Plamondon, surnom chuchoté par les mauvaises langues qui refusent d'oublier que la directrice vient du monde pop et non symphonique et qu'avant d'« épouser » Charles Dutoit, elle était « mariée » professionnellement avec Luc Plamondon.

Ces surnoms font évidemment rigoler Madeleine Careau, qui s'empresse de rappeler qu'avant d'être madame Plamondon ou miss Gala, elle était miss Orchestre de Québec. À sa sortie de la faculté de sciences politiques de l'Université Laval, Careau a en effet été pendant cinq ans directrice des communications à l'OSQ, et a même travaillé avec le jeune Charles Dutoit. Malgré cela, la directrice de l'OSM n'est pas assez folle pour clamer que le classique n'a plus aucun secret pour elle.

« Je suis sensible à la musique classique. J'en écoute régulièrement. J'aime le calme et la paix qu'elle m'apporte. Par moments, j'ai l'impression que cette musique qu'essentiellement acoustique m'enlève 400 livres de pression. Mais je ne m'aventurerai jamais à dire que je connais ça. Non. Je n'ai pas cette prétention. »

Qu'est-elle venue faire à l'OSM alors ?

La réponse tombe, nette et précise. Elle est venue vendre un produit culturel auquel elle croit. La réputation internationale de l'OSM a beau être acquise, Madeleine Careau veut tout faire pour que cette réputation se maintienne et qu'elle ne décline pas avec l'usure et le temps. Elle veut surtout que l'OSM, le dernier orchestre nord-américain qui enregistre encore des disques, continue à collectionner

année après année des Grammys. Pas question par contre de négliger le mandat montréalais de l'orchestre. Madeleine Careau insiste sur ce dernier point.

Son arrivée à l'OSM en février dernier, à la suite du départ de Michelle Courchesne, a été plutôt bien accueillie. Seul un journaliste de la Gazette a qualifié sa nomination de politique. Le reste du milieu n'a rien trouvé à redire sur une femme qui, sans être une exégète de Beethoven ou de Brahms, a fait ses preuves en tant que gestionnaire culturelle.

Et s'il est vrai que Careau est proche du Parti québécois — proche au sens idéologique, insiste-t-elle — et que sa longue amitié avec Clément Richard, le président de la Place des arts, a dû peser dans la balance lors de sa nomination, elle était sans doute, par sa vaste expérience et par ses succès dans la gestion de produits culturels, la meilleure candidate pour l'OSM, peu importe l'idéologie et le parti.

Il n'en demeure pas moins que dans le demi-monde de la musique classique, ceux qui ne la connaissent pas la perçoivent comme une redoutable femme de carrière, prête à imposer sa loi et à se débarrasser de tous ceux qui ne pensent pas comme elle.

Pour la femme de carrière, on comprend. N'étant ni mariée, ni mère de famille, Madeleine Careau a consacré la majeure partie de sa vie à travailler et à se réaliser en travaillant. Au sujet du côté redoutable et autocrate, ceux qui la fréquentent depuis 30 ans, comme l'animatrice Anne-Marie Dussault, protestent.

« Madeleine est avant tout une femme d'équipe, qui sait s'entourer, déléguer et motiver. Elle n'est pas autoritaire. Elle est directe, nuancée. Et c'est surtout quelqu'un qui crée un esprit de famille partout où elle passe. »

J'aurais tendance à donner raison à Anne-Marie Dussault. Pour avoir côtoyé Careau pendant mes années pop, j'ai gardé le souvenir d'une fille calme, consciencieuse, qui n'élève jamais la voix, qu'elle a douce et flûtée, une femme de l'ombre, réfractaire aux réflecteurs, très maternelle et protectrice de ses « artistes » et amis.

C'est exactement la même fille qui s'est amenée au café du Ritz où je lui avais donné rendez-vous en me disant que le lieu allait bien avec ses nouvelles fonctions, mais aussi avec son tempérament.

Avant de s'exiler à Paris, elle venait souvent déjeuner ou luncher au Ritz. Et elle adorait ça.

« Je n'ai jamais eu de période granole. J'ai toujours aimé les belles choses. Même à l'université, en 68, j'avais les cheveux attachés et des petites boucles d'oreilles bcbg », raconte-t-elle sans snobisme aucun.

Elle raconte aussi qu'en visitant le cégep de Sainte-Foy où elle avait décidé d'étudier, elle fut proprement affolée par le relâchement de la faune étudiante, qu'elle découvrit affalée dans les couloirs.

« Même si j'en avais marre des



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Madeleine Careau veut surtout que l'OSM, le dernier orchestre nord-américain qui enregistre encore des disques, continue à collectionner année après année des Grammys.

frères des écoles chrétiennes, je suis partie m'inscrire au Collège des Jésuites en courant. »

Née le 11 avril à Cap-de-la-Madeleine, dans une famille de cinq enfants, elle est l'aînée des deux filles de Robert Careau, un entrepreneur en construction, et de Berthe Leblanc, une institutrice au primaire. Très vite, elle s'est sentie à l'étroit à Cap-de-la-Madeleine. L'une de ses soeurs lui a d'ailleurs rappelé qu'un jour, elle avait pris ses deux cadettes à témoin et leur avait déclaré d'un air magnanime : « Ne vous inquiétez pas les filles, je vais vous sortir d'ici, je vous le promets. »

En fin de compte, ce furent ses parents qui sortirent la famille du Cap et l'entraînèrent à Québec.

À la fin du cégep, Careau sentit monter en elle l'appel de la médecine. Elle se voyait bien en docteur Careau, courant à droite et à gauche à l'urgence, ou alors en cavale avec Médecins sans frontières. Pour se préparer, elle décrocha même un emploi d'été à la faculté de médecine. Mais le conservatisme à outrance des étudiants et leurs protestations contre l'implantation du régime d'assurance-maladie, qui était en gestation, la firent déchanter. L'automne suivant, elle opta plutôt pour les sciences politiques à l'Université Laval.

Avec des professeurs comme Claude Morin, Vincent Lemieux et Léon Dion, celle qui passait déjà pour une meneuse aurait dû normalement avoir la piqure pour la politique. Il n'en fut rien. Au bout de trois ans de cours qu'elle trouva néanmoins passionnants, elle ne savait toujours pas ce qu'elle allait faire dans la vie.

Une rencontre fortuite dans un couloir de l'université l'amena à recruter bénévolement pour les Grands Ballets canadiens. Elle travailla l'été suivant à l'Expo-théâtre pour eux. Elle fit si bien que son nom commença à circuler dans les milieux culturels à Québec. C'est ainsi qu'elle décrocha le poste de directrice des communications de l'Orchestre symphonique de Québec.

Elle y resta cinq ans, tout comme elle semble être restée cinq ans partout où elle est passée. À l'exception d'un séjour de deux ans au cabinet de Clément Richard et de huit mois à TQS, Madeleine Careau a marché par cycles quinquennaux, que ce soit à l'OSQ, au Festival d'été de Québec, à la présidence de l'ADISQ, aux productions Gilbert Rozon ou aux productions Plamondon.

« Dans le fond, je suis quelqu'un d'infidèle, dit-elle. Je n'ai jamais signé de contrat avec quiconque, même pas avec l'OSM. C'est pas dans ma nature, J'aime être libre de partir quand je sens que ça ne va plus. »

Et à Paris l'année dernière, ça n'allait plus. Plus du tout. Pas avec Luc Plamondon, qui est toujours un ami et qui ne voulait pas qu'elle parte. Avec tout le reste.

« Il y a dix ans, quand j'ai quitté Montréal, vivre à Paris était un rêve. Je m'en allais vers la mère patrie en étant convaincue que j'étais française. Quand je m'y suis installée, j'ai découvert à quel point j'étais nord-américaine. J'avais un appartement spacieux et lumineux, des amis et tout, mais je travaillais à la vitesse grand V.

Paris, je l'ai surtout vue à la noirceur, le matin en partant travailler et le soir tard, en rentrant. À la fin, Paris pour moi n'était plus qu'une ville stressante, surpeuplée et paralysée par des grèves constantes. »

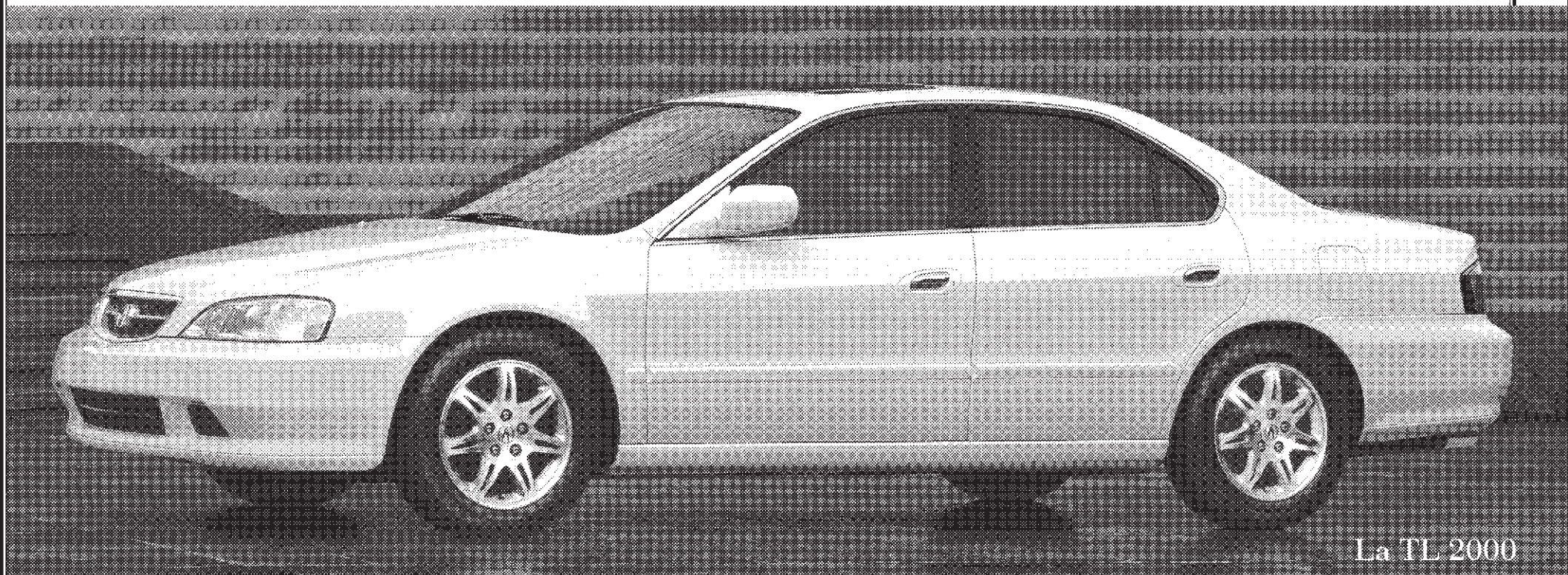
Du côté de Notre-Dame de Paris, tout allait pour le mieux, d'autant plus que Careau venait de négocier la vente des droits mondiaux au producteur Charles Tala.

« De sorte, poursuit-elle, que je n'avais plus rien à faire tant que Luc n'écrivait pas une nouvelle comédie musicale. Dans tous les cas de figure, j'étais en attente de l'artistique, et attendre en me tournant les pouces ou en me faisant les ongles, ce n'est pas mon genre. »

L'offre de l'OSM est arrivé au bon moment. Parce que Careau s'ennuyait du Québec mais aussi parce qu'elle voyait poindre ses 50 ans et qu'elle avait subitement besoin d'un grand changement dans sa vie.

Aujourd'hui, Madeleine Careau clame qu'elle n'a jamais été aussi heureuse. Tous les matins, elle se lève avec l'entrain qu'elle avait perdu à Paris. Elle n'est toujours pas mariée, ni en ménage avec quelqu'un. Elle n'a toujours pas d'enfants mais elle a de bons amis, des neveux et des nièces, et surtout elle a Montréal, cette ville qui, entre Cap-de-la-Madeleine, Québec et Paris, représente pour elle un modèle urbain idéal. Évidemment, dans cinq ans, l'infidèle en elle sera peut-être tombée en amour avec une autre ville, une autre musique, un autre orchestre. En attendant, la directrice de l'OSM est en lune de miel.

Une performance aussi pure méritait un blanc aussi franc.



La TL 2000

P.D.S.F. 36 000 \$*

Maintenant offerte en blanc diamantin perlé, la TL est toujours équipée de façon impressionnante : moteur VTEC de 225 chevaux • boîte séquentielle SportShift à cinq vitesses • système de traction asservie (TCS) • phares à décharge de haute intensité (HID) • suspension indépendante à double fourchette aux quatre roues • chaîne sonore Bose® avec lecteur CD • sièges avant chauffés en cuir • coussins gonflables avant et latéraux • toit ouvrant électrique • services d'assistance routière 24 heures sur 24 • Pour savoir où se trouve le concessionnaire Acura le plus près, composez le 1 888 9-ACURA-9 ou visitez notre site Web : www.acura.ca



Une vision qui inspire un élan de passion.

ACURA

*P.D.S.F. de la 3.2TI, 2000. Transport et préparation (350 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Pour plus de détails, consultez votre concessionnaire Acura. ® Bose est une marque déposée de Bose Corporation.

Le monde Internet

Cyberpresse

technologie@lapresse.ca

Que veulent les criminels du Web?

Deux fois au cours des dernières semaines, le réseau Internet a été la cible d'attaques majeures. En février, un adolescent — connu sous le pseudonyme de Mafiaboy — a stoppé pendant quelques heures les activités de sites consacrés au commerce électronique. Le virus ILOVEYOU a ensuite contaminé le courriel de millions d'utilisateurs aux quatre coins du globe. La cybercriminalité fait désormais partie de nos vies. Aujourd'hui, à Paris, s'ouvre une conférence sur la sécurité et la confiance dans l'utilisation des technologies de l'information. Organisée par le G8, elle réunira durant trois jours des diplomates, des policiers et des représentants des entreprises privées. Tous ces gens seront à la recherche de solutions afin d'améliorer la sécurité dans le cyberspace. À cette occasion, La Presse vous propose un dossier sur cet enjeu.



Éric Bernatchez

collaboration spéciale

La semaine dernière, il suffisait de taper « www.fbi.org » dans son navigateur pour tomber sur une page Web étonnante : « Le site du FBI a été attaqué le 15 avril, nous faisons enquête », pouvait-on y lire. Le FBI lui-même victime des pirates informatiques ? Et pourtant, il s'agissait de farceurs qui se sont appropriés ce nom, qui porte à confusion. La bonne adresse, c'est « www.fbi.gov ».

Le FBI fait actuellement enquête sur ce canular, mais cette anecdote illustre bien à quel point l'univers informatique est vulnérable. Tout n'est qu'information qui circule et, dès que quelqu'un trouve le moyen de mettre un bouchon dans l'engrenage, il peut passer à l'attaque, qu'il soit un multimillionnaire ou

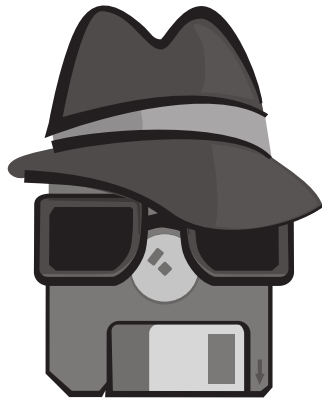
un simple adolescent de l'île-Bizard. C'est en partie cela qui motive les cybercriminels : le pouvoir que leur ordinateur met entre leurs mains. Par exemple, une des plus sérieuses attaques de 1999 serait l'oeuvre d'un farceur qui avait mal mesuré les conséquences de son geste. Ikenna Iffih, un étudiant américain de 28 ans, ne croyait peut-être que s'amuser quand il a envahi le système informatique de la NASA, s'en servant ensuite comme plate-forme pour attaquer celui du ministère de la Défense et y causer des dommages. Mais s'il est reconnu coupable, il risque 250 000 dollars d'amende et jusqu'à 10 ans de prison !

Heureusement, tous les cyberpirates ne poursuivent pas les mêmes objectifs. Dans la semaine du 1^{er} mai, un crack a fait irruption dans le système de la compagnie Apache serveurs, le chef de file des serveurs Web basés sur Linux. Même s'il avait la possibilité de tout chambouler, l'intrus s'est contenté d'insérer une publicité de Microsoft sur la page d'entrée d'Apache : une sacrée farce puisque, en fait, les utilisateurs d'Apache conspuent généralement les produits de Microsoft. Devant un crack aussi modeste, le président de la compagnie était presque heureux, et soulignait que cet épisode lui avait fait découvrir de nouvelles failles dans son

Cyberpirates

leurs motivations

- L'exploit technique**
 - Montrer qu'ils savent "casser" les codes d'accès
 - Laisser une trace de leur passage
- La destruction**
 - Vandalisme ou opération idéologique
 - Acte de malveillance (contre un concurrent)
- Le profit**
 - Intercepter des numéros de cartes bancaires
 - S'emparer de listes de clients
 - Modifier les barèmes pour acheter à bas prix
 - Chantage à la destruction



attaque du genre... Comme il faut agir vite et que des logiciels, ça prend beaucoup d'espace, les pirates ont besoin d'une importante largeur de bande, une caractéristique qui les a attirés vers le système informatique de l'Université de Sherbrooke en février dernier.

Mais le rôle des pirates pourrait devenir tout autre à mesure que les entreprises mal intentionnées réaliseront qu'elles peuvent affecter un compétiteur en détruisant ses données ou en provoquant une panne de ses serveurs.

Nous sommes à l'aube d'un déplacement du crime. Les affaires passent de la rue au Web, le crime fait de même, et les forces de l'ordre doivent s'adapter. « Nous ne cherchons plus de policiers, nous cherchons des techniciens », déclarait l'an dernier le secrétaire général d'Interpol.

Les cyberpirates ne garderont plus longtemps leur auréole folklorique et les crimes informatiques seront traités comme tous les autres crimes, car les gouvernements n'entendent plus à rire. Entre 1998 et 1999, les attaques recensées par le FBI ont plus que doublé, passant de 547 à 1154 cas !

(1) <http://www.kitetoa.com/Pages/Textes/Les—Dossiers/Admins/cegetelZ.htm>

Protéger le Web contre les attaques

L'évolution des technologies ne rend pas la partie facile

ÉRIC BERNATCHEZ
collaboration spéciale

Au Canada, la Gendarmerie Royale (GRC) a constitué une unité spéciale d'enquête sur les crimes informatiques. Aux États-Unis, une institution complète, le National Infrastructure Protection Center a été mise sur pied en 1998 pour protéger les sites gouvernementaux. Les cybercriminels seront de plus en plus attendus avec une brique et un fanal.

Mais l'évolution des technologies ne rendra pas la partie facile, reconnaît Jean-Pierre Roy, chef de l'unité des crimes informatiques de la GRC. « Avec des outils de navigation anonymes comme Freedom et les fournisseurs d'accès gratuits auxquels on peut s'abonner sans révéler sa véritable identité, il sera plus difficile que jamais de retracer les cybercriminels. »

Cyberarchéologie

Une fois un suspect appréhendé, l'ordinateur tombe entre les mains des enquêteurs, mais ceux-ci se retrouvent aux prises avec une bonne séance de cyberarchéologie. « Nous examinons actuellement l'ordinateur de Mafiaboy et, évidemment, il ne va pas nous dire où nous pouvons trouver des traces de ses méfaits », dit M. Roy.

L'unité des crimes informatiques est composée essentiellement de policiers de la GRC qui s'intéressaient déjà à l'ordinateur, et ils en apprennent chaque fois qu'ils abordent un nouveau cas. « Nous voulons prendre de l'avance, être avant-gardistes sur cette question car il nous faut au moins deux ans pour former un enquêteur spécialisé dans le cybercrime », ajoute M. Roy.

Si on tient compte du fait que, selon un rapport récent du ministère de la Défense, c'est du Canada que viennent (ou par où transitent) 80 % des attaques informatiques vers les États-Unis, les enquêteurs de la GRC auront du pain sur la

planche ! Il faudra aussi apprendre à prévenir les attaques. Les nombreux trous révélés au cours des dernières années dans les logiciels populaires utilisés par les entreprises tracent un portrait sombre de la situation. « La sécurité est ignorée par les fabricants de logiciels », déclarait un expert universitaire au Congrès américain en mars dernier, soulignant que les fabricants mettent davantage l'accent sur le marketing.

Cette absence de sécurité fait émerger de nouveaux gourous : eTrust, Recourse Technologies, CyberGuard, WatchGuard ou CheckPoint sont autant de « .com » qui offrent des logiciels de protection. Certains ont d'ailleurs vu leurs actions exploser au lendemain de l'attaque de février dernier sur CNN et d'autres sites.

Après la préparation à l'an 2000, une nouvelle brèche dans la sécurité de l'univers informatique est en train de s'ouvrir. « De toutes les entreprises que nous avons évaluées, nous n'en avons jamais trouvé une qui soit parfaitement sécuritaire », dit Simon Perry, vice-président sécurité chez Computer Associates, qui vend eTrust, un ensemble de logiciels de sécurité.

Ce logiciel et ses compétiteurs permettent entre autres de détecter certaines intrusions illégales ou d'en pourchasser les auteurs au moment même de l'attaque, pour les retracer le plus tôt possible. eTrust travaille aussi à resserrer les critères internes d'accès aux données. « 70 % des attaques où des gens consultent des données sans permission impliquent en fait des employés », dit Simon Perry.

On voit même apparaître des solutions matérielles plutôt que logicielles. Des fabricants lancent en effet des puces spéciales qui, couplées à un serveur Web, permettent de filtrer en temps réel des dizaines de milliers de demandes de connexion. Selon eux, cette ressource aurait pu empêcher l'attaque de déni de service de février dernier.

système : une sorte d'avertissement.

Les Français ont d'ailleurs aussi leur sonnette d'alarme : l'équipe de Kitetoa.com, une bande de professionnels de l'informatique. Leur dernière proie a été le site Web du Réseau santé sociale, qu'utilisent les médecins pour accéder à des données sur leurs patients, et dont les failles ont permis à Kitetoa d'accéder entre autres à des comptes rendus de réunions classés confidentiels. Plutôt modestes au sujet de leur dernier exploit (1), les auteurs de Kitetoa se présentent surtout comme des bidouilleurs infor-

matiques « chiens de garde », qui aboient quand la sécurité d'un site manque de sérieux.

En fait, les cracks de l'informatique sont si différents les uns des autres qu'il y a même une terminologie pour les catégoriser : on appelle les plus pacifiques des cracks à « chapeau blanc » et les plus dangereux héritent du « chapeau noir ». Ils ont en général des buts moins politiques que pratiques. Certains, par exemple, piratent des systèmes pour y entreposer des logiciels et en faire une distribution illégale. L'Université de Sherbrooke a même été victime d'une

Cybercriminels

leurs procédés

- Falsification**

Falsification de moyens de paiement, de codes d'accès, comptes bancaires et adresses électroniques pour opérer de manière anonyme
- Détournement**

Intrusion dans des systèmes informatiques pour détourner des fonds ou des données confidentielles qui peuvent se monnayer
- Transfert**

Utilisation du cryptage et des réseaux informatiques pour échapper aux contrôles (police ou douane)

Comment fonctionnent les cyberattaques

L'attaque dont ont été victime Yahoo, CNN et d'autres grands sites Internet en février dernier porte un nom particulier dans l'univers du cybercrime : le « denial of service », ou « déni de service » en traduction littérale. Cette attaque, présumément menée par le Montréalais Mafiaboy et d'autres complices, est particulière entre autres parce qu'elle ne vise pas à tripoter l'information qu'il y a sur le site de la compagnie, ou à glaner de l'information confidentielle. Elle ne vise qu'à le faire tomber en panne. C'est du vandalisme.

Pour provoquer une panne de

« déni de service », il faut utiliser des ordinateurs qui envoient en même temps des tonnes de demandes de connexion, comme votre navigateur le fait chaque fois que vous vous connectez, par exemple, sur Yahoo ! Mais dans le cas d'une attaque, les demandes de connexion sont accompagnées d'une adresse de retour intentionnellement erronée. Le site Internet tente alors de confirmer la connexion mais le demandeur ne répond pas, et comme le site garde un trop grand nombre de connexions ouvertes en attendant une réponse, il est surchargé et tombe en panne.

Les attaques plus conventionnelles fonctionnent tout autrement.

Les pirates misent alors sur les failles connues du système UNIX ou LINUX ou des serveurs basés sur Windows, pour lesquelles des administrateurs de système d'entreprise ont oublié d'installer les logiciels de correction nécessaires. Certaines entreprises, faute de budget, n'ont même pas d'administrateur de système. Difficile donc de se tenir à jour.

Le but des cracks : entrer par la porte d'en arrière ou obtenir frauduleusement un code d'accès pour pouvoir bidouiller les données, ou se servir de l'ordinateur comme « slave » ou « zombie », selon le jargon du milieu. Les zombies servent alors de plate-forme pour attaquer d'autres ordinateurs.

Les archives civiles sont à l'abri des virus informatiques

FRANÇOIS BERGER

Quand l'une des plus importantes alertes au virus informatique a été lancée à l'échelle de la planète la semaine dernière, Guy Lavigne n'a

pas hésité : « On tire la plogue, il n'y a pas de chance à prendre », a-t-il ordonné à son personnel, qui a dû se passer de messagerie électronique pendant plusieurs jours.

En tant que directeur de l'état ci-

vil du Québec, M. Lavigne a la garde de quelque 17 millions d'actes de naissance, de mariage et de décès couvrant tout le vingtième siècle et consignés dans un registre unique, sous forme d'images nu-

mériques stockées sur ordinateur. Même si le virus appelé « Love Bug » s'attaquait justement aux fichiers d'images, la grosse banque informatique des actes de l'état civil n'a jamais été menacée, assure M. Lavigne.

Problèmes seulement pour l'administration

Tout au plus, le virus, ou l'un de ses avatars apparus depuis son lancement le 3 mai, aurait-il pu causer des problèmes dans les services administratifs, pas dans la banque d'images, dit-il en expliquant que les archives sont stockées dans un serveur (ordinateur fournissant des informations à la demande) complètement séparé du site Internet exploité par le directeur de l'état civil.

Le virus se propageait par le réseau Internet en s'infiltrant dans le système de courrier électronique Outlook de Microsoft. Complètement étanche par rapport à Internet, le système abritant la banque d'images de l'état civil utilise de toute manière un langage informatique différent de celui en usage sur Internet.

En fermant le service de courriel de son site Internet — qui permet aux citoyens de commander directement des actes — le Directeur de l'état civil a eu simplement un « réflexe de sécurité », commente Jean-Pierre Gagnon, chef de la Direction des inforoutes au ministère des Relations avec les citoyens. Cette direction exploite le portail d'accueil du gouvernement québécois sur Internet, où logent 222 sites des ministères et organismes gouvernementaux.

Le virus « Love Bug » ne pouvait pas causer grand dommage aux systèmes du gouvernement, car les logiciels de courrier électronique y sont généralement tout autres que celui visé par ce germe cybernétique, explique M. Gagnon. N'empêche que de nombreux services gouvernementaux ont quand même fermé leur service à la clientèle sur Internet (c'est-à-dire leur courriel) par mesure de sécurité.

Service isolé

Chez le directeur de l'état civil, le service de courriel a été rétabli lundi dernier, mais on l'a rélogé sur un ordinateur-serveur « isolé » du reste du site Internet. Cette mesure d'exception pourrait devenir permanente, dit M. Lavigne.

L'agence gouvernementale reçoit chaque jour par Internet 180 demandes d'obtention d'actes de naissance, de décès ou de mariage. C'est un peu plus de 6 % des demandes totales (plus de 600 000 par an), les autres étant faites par la poste ou directement aux comptoirs de service à Montréal et Québec. Le service virtuel ne représentait que 2,5 % des demandes, en septembre dernier. L'achalandage via l'Internet augmente de manière constante ; il ne s'agit pas d'une « mode », signale M. Lavigne.

Quant à la sécurité informatique, « nous plaçons la barre le plus haut possible, technologiquement », affirme M. Lavigne.

Systèmes très sûrs

Le responsable de la Direction des inforoutes, Jean-Pierre Gagnon, assure lui aussi que les services Internet du gouvernement et ses systèmes informatiques sont très sûrs, avec la multiplication notamment des « murs coupe-feu », ces logiciels et configurations de systèmes qui les rendent quasiment « imperméables » aux intrusions.

Malgré cela, un pirate (hacker) a réussi à s'introduire, le 17 mars dernier, dans le site où sont hébergés tous les communiqués de presse publiés par le gouvernement et ses organismes (le « Fil de presse » dans le portail du gouvernement). Le pirate en a profité pour modifier la page d'accueil, mais il n'y a pas eu de véritable dommage, indique Sylvain Sénéchal, responsable de l'hébergement de ce site chez le fournisseur privé CNW.

Cette attaque, vraisemblablement perpétrée par un internaute québécois membre d'un groupe international de hackers, selon M. Sénéchal, semblait liée au sommet de la jeunesse tenu quelque temps auparavant, événement qui a été le théâtre d'émeutes et d'interventions policières musclées. À la suite de cette intrusion, qui a été déjouée en quelques heures, la firme CNW a changé les appareils hébergeant le site des communiqués du gouvernement, au prix de plusieurs dizaines de milliers de dollars, une mesure plutôt radicale pour se défendre d'un hacker.

Gouvernement du Québec
<http://www.gouv.qc.ca/>

Directeur de l'état civil
<http://199.84.128.167/index.htm>

Saab versus les Cantons-de-l'Est

Saab 9-3 1SA	
Taux de location	1,9%
À partir de	34 715\$[†]
Location à partir de	448\$ /MOIS* bail 36 mois
Comptant 3970 \$	

Avec la Saab 9-3, vos week-ends ne seront jamais plus les mêmes. Au lieu de votre routine habituelle, pensez au plaisir que vous pourriez avoir avec une Saab 9-3. Qu'y a-t-il de plus envoiement qu'une balade à la campagne à bord d'une voiture munie d'un moteur à turbocompression de 185 chevaux ? Pour ajouter au plaisir, le moteur de la 9-3 procure un couple de 263 Nm (194 lb-pi) à un régime aussi bas que 2100 tours à la minute, ce qui vous donne une prompte accélération pour dépasser aisément ou vous fondre dans la circulation. Commencez votre nouveau rituel hebdomadaire en faisant un essai routier.

1 888 888-SAAB www.saabcanada.com

- Moteur 2 L Ecopower 185 HP
- Climatisation
- Appuie-tête actifs SAHR
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD
- Boîte de transmission manuelle 5 vitesses
- Roues 15 po en alliage à 10 rayons

*Cette mensualité est calculée sur un bail LocationPlus de 36 mois et comprend le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un comptant initial (ou échange équivalent), un premier versement mensuel ainsi qu'un dépôt de garantie remboursable de 525 \$ vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Saab pour un plan de location qui tient compte d'un versement initial et de mensualités convenant à votre budget. †PDSF. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
(450) 437-6317
(Autoroute 15, sortie 25)

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
(514) 385-9191
www.bourassasauto.com

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500
www.gravel.qc.ca

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
(514) 342-2222
www.decariesaturn.com
(Angle Van Horne)

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
(514) 861-2000
www.gravel.qc.ca
(Angle Cathcart et McGill College)

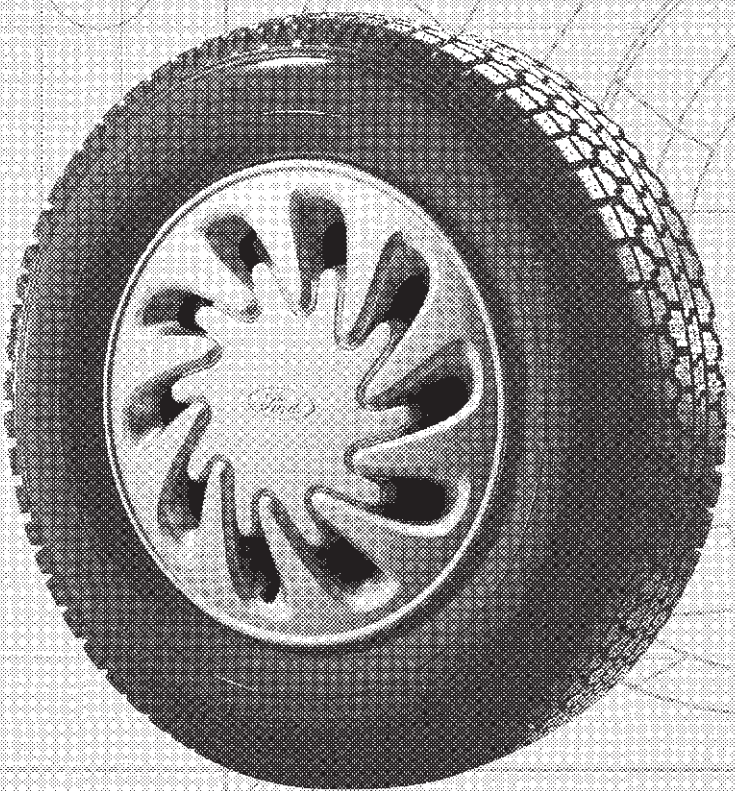
Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
(514) 385-7222
www.mondial-ssi.com

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. des Seigneurs
Terrebonne
(450) 964-1374

West Island Saturn Saab Isuzu
9775, route Transcanadienne
Ville Saint-Laurent
(514) 332-4424
www.westisland-ssi.com
(Autoroute 40 à l'ouest de l'autoroute 13)

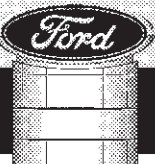
2840008

ON A LES GENS,
LES PIÈCES
ET LES PRIX
QU'IL VOUS FAUT.



Service de **Qualité**^{MC}

VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC



www.fordquebec.com

FREINS

Motorcraft[™] « Valeur Plus »

Installation de plaquettes de freins avant ou arrière Motorcraft sur la plupart des voitures et camionnettes Ford.

- Comprend : • Les pièces et la main-d'œuvre
• La garantie longue durée*

99⁹⁹\$*

Motorcraft « Valeur Plus »

* Usage des disques et des tampons exclus (si requis).
† La garantie s'applique aux pièces dans les conditions normales d'utilisation à des fins non commerciales, tant que le propriétaire initial possède le véhicule.
Chez les concessionnaires Ford participants. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. Taxes applicables en sus. Renseignez-vous auprès de votre conseiller de service. L'offre se termine le 30 mai 2000.

PNEUS

Pneus de marque

À partir de
59⁹⁵\$*

Firestone[™]
Goodyear[™]
Michelin[™]

Exemple :
Firestone FR 360 P185/70R14
(convient aux Tempo/Topaz)
Aussi autres grandeurs de pneus de marques réputées offertes à des prix concurrentiels.

* Toutes les garanties courantes des fabricants de pneus s'appliquent.
Frais d'installation de 8,00 \$ en sus. Taxes et droits gouvernementaux de 3,00 \$ par pneu en sus. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. Chez les concessionnaires Ford participants. Certains concessionnaires peuvent ne pas offrir la gamme complète des marques de pneus annoncées. Renseignez-vous auprès de votre conseiller de service. L'offre se termine le 30 mai 2000.

BATTERIES

Motorcraft[™]

Série toute épreuve de Motorcraft (WTBXL)
Remplacement gratuit dans les 12 mois/72 mois de garantie

84⁹⁹\$*

Série Argent de Motorcraft (WTBXT)
Remplacement gratuit dans les 24 mois/84 mois de garantie

94⁹⁹\$*

* Installation en sus. S'applique à la plupart des voitures et camionnettes. Frais supplémentaires pour les véhicules équipés d'un moteur diesel. WTBXL-33 : WTBXL-49 : WTBXL-50 à 109,99\$. Taxes applicables en sus. Chez les concessionnaires Ford participants. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. Renseignez-vous auprès de votre conseiller de service. L'offre se termine le 30 mai 2000.

AMORTISSEURS

Motorcraft[™]

À partir de
89⁹⁵\$*

par paire
(incluant pièces & main-d'œuvre)

* Taxes applicables en sus.
Chez les concessionnaires Ford participants. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. Renseignez-vous auprès de votre conseiller de service. L'offre se termine le 30 mai 2000.

2850029

Sept policiers de la CUM décorés pour bravoure et actions méritoires

RAYMOND GERVAIS

Sept policiers de la Communauté urbaine de Montréal ont été décorés la semaine dernière par le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, pour des actes de bravoure et pour des actions méritoires posés alors qu'ils étaient en fonction.

Le sergent André Perrin et l'agent Gaston Soucy, du poste de quartier 48, ont reçu la Croix de bravoure pour avoir sauvé de la noyade une femme qui tentait de mettre fin à ses jours. L'agent Éric Lemay, du poste de quartier 49, a quant à lui reçu une médaille pour actions méritoires pour avoir assisté ses deux confrères.

Le 26 septembre 1998, une femme désespérée tente de mettre fin à ses jours en se jetant dans le fleuve Saint-Laurent. Les trois policiers arrivent sur les lieux et localisent la dame qui s'éloigne de la rive, emportée par le courant. Le sergent Perrin enlève son ceinturon et se jette dans les eaux froides du fleuve. Quelques instants plus tard, l'agent Lemay lui lance une bouée de sauvetage, tandis que l'agent Soucy se jette à l'eau à son tour. Pris d'une crampe, il doit revenir vers la rive. Son confère Lemay prend la relève. Attaché à un câble que retient l'agent Soucy, l'agent Lemay se dirige vers le sergent Perrin qui tente d'atteindre la désespérée. Les deux policiers réussiront finalement à rejoindre la femme et recevront l'assistance d'un plaisancier.

Le 15 février dernier, un jeune garçon qui s'amusait sur la glace, face au parc Bellerive, tombe dans l'eau glacée. L'agent Claude Gauthier (intervention est) qui patrouille le secteur, localise l'enfant à 15 m de la rive et se jette à l'eau. Il réussira à le rejoindre et à le ramener avec l'aide

de confrères. L'agent Gauthier a reçu une croix de bravoure pour son geste.

Le 27 août dernier, un homme qui a été expulsé d'un bar se jette dans le Saint-Laurent. Le sergent Yves Miron, qui n'est pas de service, entend des cris de détresse en provenance de la marina. Muni d'un gilet de sauvetage, il se lance à l'eau et réussit à agripper l'homme, qui est inconscient et qui s'est enfoncé. Il le ramènera à la rive avec l'aide d'un voisin. Le sergent Miron s'est vu remettre une croix de bravoure.

Le 14 novembre 1998, l'agent Éric Vecchio, de l'unité alcool, moralité, stupéfiants division sud, et sa consœur sortent de l'Hôpital de Montréal pour enfants quand un citoyen les informe qu'un incendie a éclaté dans un maison de chambres voisine. Le policier crie et actionne la sonnette, et réussit à attirer l'attention de deux personnes qui sortent de la maison en flammes. Malgré une épaisse fumée, il parvient à atteindre la chambre du fond, où il retrouve une femme. Il l'entraîne à l'extérieur. M. Vecchio a reçu une médaille pour action méritoire.

Finalement, l'agent Christian Gilbert, des services techniques, a reçu une Croix de bravoure. Le 1^{er} février 1999, alors qu'il patrouille avec un confrère, il aperçoit un individu qui sort d'un édifice et qui fracasse la fenêtre d'un appartement. Les policiers constatent alors qu'un incendie fait rage au sous-sol. L'agent Gilbert réussit, à l'aide d'extincteurs, à circonscrire les flammes. La fumée se répand toutefois dans l'édifice. Les deux policiers tentent de procéder à l'évacuation, mais doivent rebrousser chemin. Des cris provenant du deuxième étage amènent l'agent Gilbert à se porter au secours des locataires en détresse. Il parvient, à l'aide de sa lampe de poche, à les guider vers l'extérieur. Une locataire demeure toutefois prisonnière des flammes et le policier doit la transporter sur son dos à l'extérieur.

Les centres d'éducation populaire en difficulté

MARTINE ROUX

Victimes de sous-financement chronique, les six centres d'éducation populaire montréalais terminent l'année financière avec 120 000 \$ de moins en poche et des lendemains remplis d'incertitudes.

Ça mange quoi en hiver, un centre d'éducation populaire ? C'est un atelier d'alphabétisation, une halte-garderie, une popote roulante, une cuisine collective. On y apprend tantôt à superviser les devoirs des enfants, tantôt à apprivoiser l'ordinateur, bref, à organiser un quotidien parfois échevelé. Un centre d'éducation populaire, c'est surtout « un moteur, un noyau de référence pour les gens du coin », résume Normand Robert, directeur du Pavillon d'éducation communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve. C'est là qu'on vient pour savoir où aller quand le petit est malade et comment nourrir la famille avec 75 piastres par mois. »

Le hic, c'est que les six centres d'éducation populaire de Montréal — tous situés dans des quartiers défavorisés — mangent maigre depuis trois ans. Entre 1995 et 1997, l'ancienne Commission des écoles catholiques de Montréal, leur principale nourrice, a considérablement rogné leurs budgets. Une aide exceptionnelle de 324 000 \$ des ministères de l'Éducation, de la Métropole et de l'ex-ministère de l'Emploi et de la Solidarité a permis d'éponger les dégâts en 1998-1999. Ce soutien a été partiellement renouvelé pour l'année qui se termine : InterCEP, l'alliance qui chapeaute les six centres, a reçu 204 000 \$ des deux premiers mi-

nistères. Restructuration oblige, la contribution du troisième est tombée dans l'oubli.

« C'est 20 000 \$ de moins pour chacun des centres, explique Chantal Grandchamp, présidente d'InterCEP et directrice du Centre éducatif communautaire René-Goupil. Chacun a différentes sources de revenus mais la contribution de la commission scolaire et des ministères, c'est notre financement de base. Sans cette colonne vertébrale, toute la structure est menacée. »

Les centres ignorent ce qui leur pend au bout du nez à partir de maintenant, ajoute-t-elle. « Un comité de travail formé de représentants des ministères et de la commission scolaire devait identifier des solutions à long terme pour assurer la survie des centres. Aucun scénario n'a été développé. » Faute de beurre, les centres entreprennent la nouvelle année financière en déficit d'opération.

Pourtant, tous chantent les louanges des centres d'éducation populaire. « Mais quand vient le temps de parler d'argent, personne ne veut fouiller dans sa poche, constate Mme Grandchamp. Nous souhaitons être reconnus dans la politique de formation continue du ministère de l'Éducation et avoir un financement de base qui corresponde à nos interventions, soit environ 1,4 million. »

« Tant qu'il n'y a pas d'entente, on est pris dans un *nowhere*, déplore Normand Robert. Notre clientèle vit suffisamment d'insécurité au plan personnel, il serait temps qu'on arrête de se demander si on va survivre ou non. »



Les libéraux ne craignent pas la droite

Presse Canadienne
OTTAWA

Pour les libéraux fédéraux, la guerre que se livrent le Parti conservateur et l'Alliance canadienne pour le contrôle de la droite ressemble à une dispute de ménage chez les voisins : on ne peut s'empêcher d'écouter, même si on ne saisit pas le sens de tout ce qui se dit.

Jusqu'à maintenant, la plupart des élus libéraux affirment — en public du moins — n'avoir aucune crainte quant à leurs chances d'obtenir un troisième mandat majoritaire aux prochaines élections.

La pierre d'assise du succès du premier mi-

nistre Jean Chrétien, lors des deux dernières élections fédérales, a été l'impressionnante moisson ontarienne de 99 et 101 sièges, en 1993 et 1997.

L'ambition principale de l'Alliance canadienne, une coalition d'ex-réformistes et de conservateurs mécontents, est justement de mettre un terme à ce monopole libéral en Ontario et à la division du vote de droite qui profite aux libéraux.

Mais les libéraux ne se laissent pas démonter par cette nouvelle coalition et ce, même si l'Ontarien Tom Long devait finalement succéder à Preston Manning comme chef du principal parti de droite au pays.

« Peu importe que ce parti se nomme Reform ou Alliance, il ne correspond pas au courant politique traditionnel de l'Ontario », a fait valoir le ministre des Transports, David Collette, qui est aussi le responsable politique de la région de Toronto.

« C'est un parti aux vues extrémistes. Il sera difficile de changer cette perception et ce, peu importe qui le mène, peu importe son programme et peu importe son nom », a-t-il ajouté.

Officiellement, les libéraux croient que l'Alliance ne réussira même pas à évincer le Parti conservateur de Joe Clark, avec qui elle est en concurrence à la droite du spectre politique.

Pesticides : mieux informés, pas mieux protégés

Presse Canadienne
OTTAWA

La nouvelle loi fédérale sur les pesticides facilitera l'accès aux informations sur les produits chimiques qui sont répandus dans l'environnement, mais elle ne permettra pas de protéger les plus vulnérables — les enfants et les animaux.

La révision de l'actuelle loi sur les pesticides, qui date de 1969, fait l'objet de discussions depuis la fin des années 1980. Certains considèrent que les règles actuelles sont désuètes et qu'elles ne permettent plus d'évaluer les risques liés à l'utilisation de certains pesticides.

Le commissaire à l'environnement a blâmé le gouvernement fédéral, l'année dernière, parce qu'il n'exerce pas de suivi systématique sur les résidus de pesticides dans les aliments et parce qu'il ne possède pas de données sur plusieurs produits toxiques répandus dans l'environnement.

Le projet de loi qui doit permettre de remédier à ces lacunes est prêt. Il ne reste plus qu'à savoir quand il quittera le bureau des fonctionnaires pour se retrouver à la Chambre des communes.

« Nous avons une nouvelle loi toute prête », a déclaré Joan Butcher, porte-parole de l'Agence de réglementation de la lutte antipa-

rasitaire, la division du ministère fédéral de la Santé responsable de la réglementation sur les pesticides.

« Nous y travaillons depuis 1995-96. Nous sommes satisfaits du résultat », a-t-elle ajouté.

Mais avant de déposer le projet de loi, le ministre de la Santé Allan Rock attendra la présentation du plus récent rapport sur l'état de la réglementation des pesticides au Canada. Ce rapport doit être rendu public demain par le comité parlementaire sur l'Environnement.

Le président de ce comité, le député libéral Charles Caccia, a dit souhaiter que ce rapport marque le début d'une nouvelle ère en matière de réglementation des pesticides au pays.

Les provinces atlantiques étouffent leurs désaccords

Presse Canadienne
MONCTON

Étouffant leurs désaccords, les premiers ministres des provinces atlantiques ont décidé de former une nouvelle alliance politique.

Les premiers ministres de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick se réunissent à Moncton aujourd'hui pour lancer le Conseil des premiers ministres de l'Atlantique, un organisme qui, ils l'espèrent, leur donnera davantage de poids politique sur la scène canadienne.

« Je ne m'attends pas à ce que nous soyons toujours d'accord — c'est presque une chose impossible, a déclaré l'hôte de la rencontre, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord. Mais quand nous serons d'accord, alors le Conseil renforcera notre voix commune. »

La signature du protocole d'entente par les membres du nouveau conseil viendra solidifier ce qui a souvent été une relation tumultueuse entre les quatre provinces de l'Est du pays. Dans le passé, nombre de premiers ministres de la région atlantique ont préféré se faire concurrence pour obtenir investissements et emplois, plutôt que d'unir leurs forces, comme l'ont recommandé des générations d'experts politiques.

Un des plus importants désaccords est survenu il y a quelques années quand le précédent gouvernement libéral de la Nouvelle-Écosse a décidé de se dissocier de la Corporation des loteries atlantiques et de créer sa propre loterie. Or, l'organisme en question était rentable et était considéré comme un symbole de l'unité régionale des quatre provinces atlantiques.

Cette décision fut renversée par le premier ministre conservateur, John Hamm, après son élection, l'été dernier.

« L'esprit de coopération a fait défaut au cours des dernières années entre les premiers ministres des maritimes, a déclaré M. Hamm. Mais je pense qu'il y a aujourd'hui une détermination commune d'œuvrer pour le bien des quatre provinces. »

L'espoir d'une nouvelle richesse apportée par le pétrole et le gaz n'est pas étranger à cette amélioration des relations entre les quatre premiers ministres de l'Atlantique.

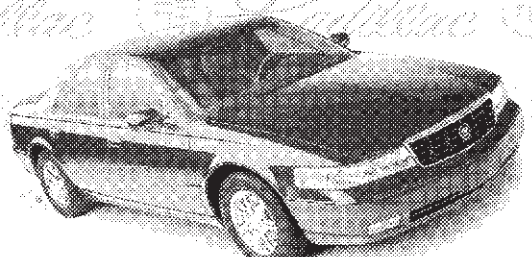


SEVILLE STS 2000

698\$* /mois

location 48 mois

• Système Northstar
4,6 L de 300 HP

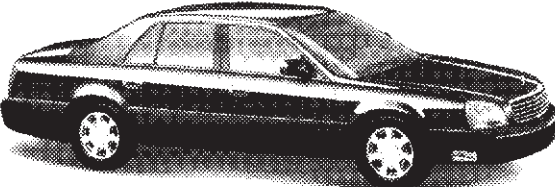


DEVILLE 2000

698\$* /mois

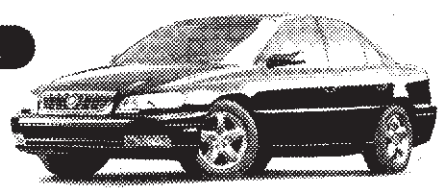
location 48 mois

• Système Northstar
4,6 L de 275 HP



CATERA 1999

33 995\$*



* Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers. Prix sujet à changement sans préavis. Photos à titre indicatif seulement. Sujets à approbation du crédit. Paiement mensuel fixe, sur un bail avec le versement initial de \$ 410 \$ pour Seville et de \$ 840 \$ pour Deville ou échange équivalent. L'offre comprend un prix de 66, règlement disponible. D'après de récentes 925 \$ pour Seville et Deville première mensualité comprise à la location, assurances, taxes et frais en sus. Frais de 12c du km après 80 000 km.

1000 Boul. René-Lévesque, Île-des-Sœurs (514) 769-5353
Sortie Île-des-Sœurs à l'entrée du pont Champlain
www.gravel.qc.ca

0\$* | *Invitez votre belle-mère à Québec gratuitement!*

Louez une chambre à 109 \$ par nuit en occupation simple ou double et offrez à votre belle-mère une deuxième chambre pour 0 \$*. Réservez dès maintenant. Adhère au programme Radisson Gold Rewards. Nuitées gratuites. Des primes en or.

QUÉBEC
Radisson Hotel Gouverneur Québec
690, René Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5A8 • 418-64-1117

1-800-333-3333 ou contactez votre agence de voyage

*En vigueur les 19, 20 et 21 mai 2000. Sujet à disponibilité. Nombre de chambres limité. Maximum 4 personnes.



LA VOLVO S80 A ÉTÉ DÉSIGNÉE “VOITURE INTELLIGENTE DE L'ANNÉE”. LE COUP DE GÉNIE, C'EST LE TAUX DE BAIL/FINANCEMENT À 3,9 %.



La Volvo S80 primée.

La Volvo S80 2000 a été désignée “Voiture intelligente de l'année” pour sa technologie brillante, son design surdoué et ses caractéristiques sécuritaires novatrices. Le coup de génie, c'est le bail (ou le financement) à 3,9 %. Mais l'offre prend fin le 31 mai et vous seriez bien avisé de passer maintenant chez votre détaillant Volvo autorisé de la région de Montréal.

3,9%

TAUX DE
BAIL/FINANCEMENT
OFFERT JUSQU'AU
31 MAI

VOLVO
pour la vie

Détaillants Volvo autorisés de la région de Montréal :

**le groupe
VOLVO**

Saint-Hyacinthe
AUTOMOBILES CHICOINE INC.
855, rue Johnson
(450) 771-2305

Sainte-Agathe
FRANKE VOLVO
180, rue Principale
(819) 326-4775

Laval
LES AUTOMOBILES BOUL. ST-MARTIN
1430, boul. St-Martin Ouest
(450) 667-4960

Pointe-Claire
VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza
(514) 630-3666

Saint-Léonard
JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, boul. Métropolitain Est
(514) 725-9394

Brossard
VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
(450) 659-6688

Montréal
UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré
(514) 737-6666

PRIX DE LA VOITURE INTELLIGENTE • RIKSFÖRBUNDET FÖR TRAFIK OCH POLISKADADE. Taux de bail ou de financement de 3,9 % offert sur les Volvo S80 2.9 et T6 de modèles 2000. Cette offre temporaire est disponible jusqu'au 31 mai 2000 par l'entremise des détaillants Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation du crédit aux clients au détail admissibles seulement. Livraison requise avant le 7 juin 2000. Exemple de location à long terme d'une Volvo S80 T6 2000 : avec acompte ou échange équivalent de 7760 \$, 647 \$ par mois, basé sur 36 mensualités totalisant 23299,20 \$. Achat à la fin du bail pour 33233,20 \$. Le montant des mensualités peut varier en fonction de l'équipement optionnel choisi. Fret et préparation de 950 \$ taxes, immatriculation et assurance en plus. Première mensualité et dépôt de sécurité requis. Le bail prévoit une allocation de 20 000 kilomètres par année (0,16 \$ par kilomètre excédentaire). Le détaillant peut louer moins cher. Pour plus de détails ou d'autres options de location, voyez votre détaillant Volvo. Exemple de financement : montant de 25000 \$ financé à 3,9 %. 736,99 \$ par mois, basé sur 36 mensualités. Le coût total de l'emprunt est de 1531,64 \$. Fret et préparation de 950 \$, taxes, immatriculation et assurance en plus. © 2000 Automobiles Volvo du Canada Ltée. “Volvo pour la vie” est une marque de commerce d'Automobiles Volvo du Canada Ltée. N'oubliez pas de boucler votre ceinture. Visitez www.volvocanada.com.



La déflagration a provoqué d'énormes dégâts. Dans un rayon de 500 mètres, toutes les habitations ont été dévastées et les voitures transformées en carcasses fumantes.

Spectacle de désolation à Enschede

Associated Press
ENSCHDEDE, Pays-Bas

Spectacle de désolation à Enschede après l'explosion dévastatrice qui a ravagé samedi un entrepôt de feux d'artifice et tout un quartier environnant dans cette ville de l'est des Pays-Bas : le bilan s'établissait hier à 20 morts et 562 blessés dont 62 atteints sérieusement.

Quatorze corps, dont ceux de quatre pompiers, avait été dégagés en fin d'après-midi mais les autorités confirmaient le décès de 20 personnes. Onze personnes étaient en soins intensifs hier soir. Quatre cents maisons ont été détruites, un millier ayant été endommagées : ce quartier situé dans le nord de la ville a été dévasté comme après un bombardement.

La reine Beatrix des Pays-Bas et le premier ministre Wim Kok se sont rendus sur les lieux et se sont efforcés de consoler les survivants. M. Kok s'est dit « très choqué », tandis que l'on pouvait voir la reine embrassant des survivants en sanglots.

La déflagration a dispersé des particules d'amiante dans les environs, entraînant un élargissement du périmètre de sécurité. Les secouristes ont d'ailleurs dû prendre des mesures de protection particulières.

Selon Jan Mans, le maire d'Enschede, ville située à 135 km au nord-est d'Amsterdam, tout près de la frontière allemande, une centaine de tonnes d'explosifs ont sauté après le déclenchement d'un



Une épaisse fumée noire était visible jusqu'à 40 km de la ville.

incendie d'origine indéterminée et qui s'est déclaré vers 14h locales samedi dans les locaux de la société S.E. Fireworks.

Il semble que les premiers pompiers à se rendre sur place n'ont pas pris la mesure du danger, de nombreux habitants du quartier ignorant même qu'il s'agissait d'une usine de feux d'artifice, certains croyant qu'il s'agissait d'une papeterie...

Après la principale déflagration, des dizaines d'engins de pompiers et d'ambulances en provenance de toute la région et de l'Allemagne voisine ont convergé vers le lieu de l'explosion pour se porter au secours des blessés. Un hôpital de campagne été installé sur une base aérienne locale de l'armée de l'air néerlandaise.

Toute la nuit, à la lumière de projecteurs, les secouristes néerlandais et allemands ont recherché des

survivants au milieu des ruines et décombres. Un survivant a été sorti samedi soir et les secouristes n'excluaient pas d'en trouver d'autres. Des chiens ont été mis à contribution.

Le maire a déclaré sa ville « zone sinistrée » et demandé aux non-résidents de ne pas s'y rendre. Pour tenter d'établir un bilan définitif, les autorités ont demandé aux 150 000 habitants d'Enschede de signaler leur présence à la mairie.

Sur les 2000 personnes vivant dans le pâté de maisons détruit, 400 n'avaient pas été retrouvées en fin d'après-midi mais les autorités estimaient qu'il n'y avait probablement rien à craindre pour l'immense majorité d'entre elles, certaines ayant pu partir pour la fin de semaine et n'ayant pas nécessairement songé à se signaler depuis lors.

Un témoin, Freek Tonis, raconte qu'au départ, les gens se sont précipités vers le lieu de l'explosion, croyant à un spectacle de feux d'artifice. « Il y avait des foules de gens », dit cet habitant. « Les policiers ont presque dû sortir leurs armes pour faire reculer les gens. »

La déflagration a provoqué d'énormes dégâts. Dans un rayon de 500 mètres, toutes les habitations ont été dévastées et les voitures transformées en carcasses fumantes. Les rues étaient recouvertes de cendres grises, des bicyclettes ont été tordues, un cratère géant et fumant s'est ouvert en lieu et place de l'entrepôt.

Une épaisse fumée noire était visible jusqu'à 40km de la ville. Poussé par le vent, l'incendie s'est ensuite propagé à la brasserie Grolsch voisine qui brûlait toujours hier soir. Jusque dans le centre de Enschede, des blocs de béton et des morceaux de verre brisé jonchaient la chaussée.

Il s'agit de la catastrophe la plus meurtrière aux Pays-Bas depuis l'accident d'un avion cargo israélien qui s'était écrasé le 4 octobre 1992 sur un quartier près d'Amsterdam faisant 43 morts.



ON REVIENT TOUJOURS CHEZ HONDA

Si vous n'êtes pas passé chez votre concessionnaire Honda depuis un certain temps, voici une excellente raison de venir le voir. C'est l'Inspection complète du printemps de Honda. Cette inspection multipoints exhaustive effectuée par les techniciens Honda qui

n'utilisent que des pièces Honda d'origine, plus une vidange d'huile avec remplacement du filtre, ne vous coûte que 58,88 \$. Un bien petit prix à payer pour éviter les surprises. Alors n'ouvrez pas votre capot à des inconnus, revenez plutôt chez Honda dès maintenant.

L'INSPECTION COMPLÈTE DU PRINTEMPS DE HONDA COMPREND :

- ☒ Vidange d'huile et remplacement du filtre. Recherche des fuites.
- ☒ Contrôle de la batterie et de la charge.
- ☒ Vérification du niveau et du point de congélation du liquide de refroidissement.
- ☒ Vérification de la pression du système de refroidissement et inspection des durites et des colliers.
- ☒ Vérification de l'état et du degré d'usure des freins.
- ☒ Vérification des étriers, des cylindres de frein et du frein à main.
- ☒ Vérification de l'usure et de la pression des pneus.
- ☒ Permutation des pneus.
- ☒ Contrôle du niveau des liquides de boîte de vitesses, de servo-direction (s'il y a lieu), de freins et d'embrayage (s'il y a lieu).
- ☒ Vérification de l'état des courroies d'entraînement (sauf courroie de distribution).
- ☒ Vérification du chapeau, du rotor de distributeur et des fils à haute tension.
- ☒ Inspection des essuie-glace, des lames et des gicleurs de lave-glace.
- ☒ Mise à niveau du liquide lave-glace.
- ☒ Inspection de l'échappement.
- ☒ Inspection des ressorts et des amortisseurs.
- ☒ Inspection des phares et des ampoules.
- ☒ Inspection et graissage des serrures, des mécanismes de verrouillage et des poignées.

5888 \$*

N'ouvrez pas votre capot à des inconnus

ON REVIENT TOUJOURS CHEZ
HONDA

*Cette offre, valable exclusivement pour tous les véhicules Honda, se termine le 30 juin 2000.

www.honda.ca

Vidange d'huile et remplacement du filtre d'origine SERVICE GARANTI EN 30 MINUTES OU MOINS** 2288 \$* Service Accélééré AUX PTITS SOINS, À PTIT PRIX. *Cette offre, valable pour la plupart des Honda, se termine le 30 juin 2000. Taxes en sus. Frais de récupération en sus, s'il y a lieu. Le prix des concessionnaires peut être inférieur. Renseignez-vous chez un concessionnaire Honda. ON REVIENT TOUJOURS CHEZ HONDA	Service d'entretien des freins d'origine INSTALLATION COMPRIS. TAXES EN SUS. PLAQUETTES DE FREIN AVANT OU SEGMENTS DE FREIN ARRIÈRE INCLUS. 9888 \$* AUX PTITS SOINS, À PTIT PRIX. *Cette offre, valable pour la plupart des Honda, se termine le 30 juin 2000. Taxes en sus. Le prix des concessionnaires peut être inférieur. Renseignez-vous chez un concessionnaire Honda. ON REVIENT TOUJOURS CHEZ HONDA	Silencieux de remplacement approuvé par Honda SERVICE EN UNE HEURE** 13888 \$* Service Accélééré AUX PTITS SOINS, À PTIT PRIX. *Cette offre, valable pour la plupart des Honda, se termine le 30 juin 2000. Taxes en sus. Le prix des concessionnaires peut être inférieur. Renseignez-vous chez un concessionnaire Honda. ON REVIENT TOUJOURS CHEZ HONDA	Vidange et remplissage du système de refroidissement 4988 \$* L'UTILISATION DU LIQUIDE DE REFOUILLISSEMENT LONGUE DURÉE HONDA, LORS DE LA VIDANGE ET DU REMPLISSAGE DU SYSTÈME DE REFOUILLISSEMENT, CONTRIBUERA À PROTÉGER LE MOTEUR, LA POMPE À EAU ET LE RADIATEUR DE VOTRE HONDA CONTRE LA CORROSION ET LA DÉTÉRIORATION, TOUT EN ÉVITANT QUE LE MOTEUR CHAUFFE. *Cette offre, valable pour la plupart des Honda, se termine le 30 juin 2000. Taxes en sus. Frais de récupération en sus, s'il y a lieu. Le prix des concessionnaires peut être inférieur. Renseignez-vous chez un concessionnaire Honda. ON REVIENT TOUJOURS CHEZ HONDA
---	--	---	---

La réconciliation entre catholiques et luthériens expliquée aux Montréalais

SOPHIE BROUILLET

Catholiques et luthériens montréalais ont tenu samedi une conférence commune pour expliquer au public le pas important vers la réconciliation fait par les deux confessions au sujet de la doctrine du salut, en octobre dernier à Augsburg.

L'Église catholique et la Fédération luthérienne mondiale se sont entendues à l'automne 1999 sur la question théologique de la « justification », qui avait déclenché la réforme protestante il y a près de cinq siècles. Les catholiques soutenaient que de « bonnes oeuvres » pouvaient obtenir aux fidèles d'être sauvés, tandis que, pour Luther et ses disciples, le salut ne pouvait être qu'un don gratuit de Dieu.

La déclaration d'Augsbourg, fruit de longues discussions entre théologiens amorcées après Vatican II, a mis fin au différend séculaire en statuant que « par la foi dans le Christ sauveur et non en raison d'un quelconque mérite de notre part, nous sommes acceptés par Dieu et recevons l'Esprit saint ».

« C'est un accord d'une portée très importante, mais qui n'est pas encore très connu dans les paroisses et chez les croyants », estime le pasteur luthérien de l'église Saint-Jean, Eric Dyck, en expliquant que la conférence de visait à permettre à tous les intéressés de se familiariser avec la nouvelle donne.

Pour bien mettre l'auditoire dans l'esprit de l'événement, on n'a pas ménagé les symboles : en matinée, des exposés ont eu lieu à l'église luthérienne Saint-Jean, mais les ateliers d'après-midi ont pris place à l'église catholique voisine, Notre-Dame-de-la-Salette. Deux théologiens, l'un luthérien et l'autre catholique, ont tenté d'expliquer l'impact de la déclaration d'Augsbourg sur la vie quotidienne des fidèles, et des répondants de chacune des confessions leur ont renvoyé la balle.

Selon le dominicain Emmanuel Lapierre, du Centre canadien d'oecuménisme, l'entente d'Augsbourg met fin non pas à un véritable désaccord, mais à un immense malentendu. « On s'était mal compris, soutient-il. Les luthériens nous accusaient de prétendre gagner notre

salut, et nous croyions qu'ils abollaient tout ordre moral. En réalité, ils reconnaissent qu'on coopère au salut, et nous admettons que ce ne sont pas nos mérites qui nous assurent ce dernier. »

Comme le pasteur Eric Dyck, M. Lapierre voit dans l'accord d'octobre le ferment d'un grand rapprochement entre les deux Églises, et croit qu'elle devrait se traduire à moyen terme par davantage de collaboration sur le terrain des paroisses. « Il va falloir continuer à faire des choses ensemble, comme on a déjà commencé à le faire, dit-il, évoquant des déclarations communes sur des sujets comme la justice sociale. La fusion de comités paroissiaux comme ceux de la Saint-Vincent de Paul, déjà réalisée dans certains quartiers de Montréal, est aussi à favoriser, ajoute-t-il.

Eric Dyck souligne de son côté que le 31 octobre dernier, jour de la signature de la déclaration d'Augsbourg et jour anniversaire de la réforme protestante, un prêtre catholique est venu célébrer cet anniversaire avec les luthériens à l'église Saint-John.

Les possibilités de rapprochement ont toutefois toujours leurs limites, admettent MM. Lapierre et Dyck, mentionnant la question de l'« hospitalité eucharistique », (la possibilité de communier dans une église de l'autre confession), à laquelle se refusent les catholiques. « Mais c'est le désaccord sur la justification, pas sur l'eucharistie, qui était à la base de la rupture entre catholiques et luthériens », fait remarquer Eric Dyck. Une soixantaine de personnes, dont deux tiers de catholiques et un tiers de protestants, ont pris part à l'événement, et les réactions recueillies par *La Presse* étaient très favorables.

Jean-Claude Gravel **étant retenu** à l'extérieur pour des raisons d'affaires ne pourra vous faire part de ses **offres extraordinaires.**

Malgré tout, Gravel Pontiac Buick Cadillac et Gravel Chevrolet Oldsmobile continueront de vous offrir le **plus petit paiement** pour une GM au Québec et des surprises si grandes que vous pourrez même **partir en vacances.**

Jean-Claude Gravel en donne trop et continuera de le faire sur place.

GRAVEL

PONTIAC BUICK Cadillac

1000 BOUL. RENÉ-LÉVESQUE, ÎLE-DES-SOEURS (514) 769-5353

SORTIE ÎLE-DES-SOEURS, À L'ENTRÉE DU PONT CHAMPLAIN

GRAVEL

CHEVROLET Oldsmobile

5900 MARIE-VICTORIN, BROSSARD (450) 466-2233 MTL: (514) 866-2233

SORTIE ROUTE 132 EST DU PONT CHAMPLAIN

AUX 2 BOUTS DU PONT CHAMPLAIN

www.gravel.qc.ca

E-mail: groupegravel@mbc.centra.ca

UN NETTOYAGE SANS \$URPRISE

59\$ Canapé ou 2 fauteuils

79\$ Canapé et fauteuil

TAPIS 3 PIÈCES 57 \$

Shampooing de luxe et désodorisant inclus

25% DE RABAIS SUR NETTOYAGE DE CARPETTES ET CONDUITS DE VENTILATION

Éatek Services

Réparation • Installation • Entreposage • Nettoyage

Autorisé par les manufacturiers

Tél. : (514) 332-0007

PUBLICITÉ

Mieux jouir de la vie pour les aînés ? Oui, avec l'hypothèque inversée.

Une solution sensée.

Vous pouvez le faire grâce au Programme Canadien de Revenu Résidentiel, une institution financière privée et solidement établie.

Si vous avez 62 ans et plus, et si vous vous qualifiez pour notre programme, vous pouvez convertir une partie de la valeur de votre résidence en argent comptant.

Ce programme s'appelle hypothèque inversée parce que vous n'avez rien à rembourser tant que vous résidez dans votre maison. Quand remboursserez-vous le capital et les intérêts ? Jamais de votre vivant, sauf si vous décidez de vendre.

Pas besoin de vendre votre maison pour avoir accès à l'argent dont vous avez besoin. Votre maison tant aimée vous appartient toujours et vous conservez votre droit de propriété. C'est garanti.

Quels sont vos besoins ? Vos rêves ? Pour certains, c'est une rénovation. Pour d'autres, un véhicule récréatif. Un chalet dans les Laurentides. La Floride... Et vous, quels sont les vôtres ?

Vous pouvez déménager ou rembourser l'hypothèque inversée quand vous voulez. Votre participation au programme n'affectera pas votre supplément de revenu garanti.

Le programme vous donne accès à des fonds sous forme de rente viagère mensuelle, de montant en espèce ou une combinaison des deux.

Des milliers de québécois profitent déjà de ce programme pour mieux jouir de la vie. À votre tour d'en profiter.

Vous pouvez obtenir de l'information sur ce programme auprès de la Banque Nationale, du Groupe Financier Banque Royale, de la Banque Toronto-Dominion ou de la Banque Scotia.

Appelez-nous. Notre personnel francophone prendra tout le temps qu'il faut pour vous expliquer le fonctionnement du programme. Nos gens sont à l'écoute de vos besoins. Et le tout est strictement confidentiel.

Composez sans frais le 1 888 749-9785 et demandez une trousse d'information gratuite et sans obligation.

PROGRAMME CANADIEN DE REVENU RÉSIDENTIEL

Appelez sans frais au 1 888 749-9785 aujourd'hui.

Les directeurs de police sont impatients

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

L'Association des directeurs de police du Québec (ADPQ) a mis sur pied des comités stratégiques qui entreprendront au cours des prochains jours une consultation dans chacune des 10 régions de la province afin d'établir comment doit se faire la réforme de la carte policière.

L'ADPQ a pris cette position lors de son colloque annuel, qui vient de se terminer à Laval. Elle tente ainsi d'exercer une pression sur le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, pour qu'il procède à la mise en place de la carte policière avant que la ministre des Affaires municipales, Louise Harel, mette de l'avant la réforme contenue dans son livre blanc. Devant la lenteur du gouvernement à procéder à la réforme de la carte policière — il en est question depuis 30 ans —, l'impatience a gagné les directeurs de police et ils ont décidé de passer à l'action.

Après avoir déterminé de quelle façon devrait se faire la réforme, qui se traduira par la disparition d'une soixantaine de corps de police municipaux, un directeur de police de chaque région viendra rencontrer les membres du conseil d'administration de l'ADPQ pour établir un plan global. Afin d'avoir l'opinion de tous, le SPCUM et la Sûreté du Québec travailleront avec le nouveau président de l'ADPQ, Jean-Pierre Larose, à finaliser le document, qui sera présenté au ministre en juin.

Les directeurs de police croient que Québec peut procéder à des regroupements sans nécessairement fusionner des villes.

Un congressiste a mentionné à *La Presse* qu'il est nécessaire de presser le ministre Ménard pour qu'il n'attende pas la mise en place du projet défendu par sa collègue Harel. « Si le ministre attend trop, il risque de passer deuxième et de donner ainsi la chance aux maires de se préparer et de s'entendre avec la ministre Harel », a-t-il précisé.

De son côté, le ministre Ménard a déclaré en entrevue qu'il tenait à avoir l'opinion des directeurs de police et des syndicats. « C'est certain que l'opinion des maires a une très grande importance, mais le point de vue d'experts est aussi nécessaire parce que les élus et moi pourrions concocter des plans policiers dans lesquels il y aurait beaucoup de gaspillage et pas l'efficacité requise pour lutter contre la criminalité. » Il dit espérer commencer à discuter avec les élus des municipalités de la refonte au cours de l'été ou à l'automne.

Au conseil d'administration de l'ADPQ, M. Larose, directeur de la police de Greenfield Park, sera secondé par Jean-Pierre Gariépy, de Laval, Christian Harvey, de Chicoutimi, et Jean-Maurice Normandin, de Boucherville. Le directeur général de l'ADPQ, Lorrain Audy, demeure en poste.

Les ingénieurs-conseils invités au partenariat

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Les relations entre les firmes de génie-conseil et les municipalités doivent évoluer rapidement afin que les deux deviennent des partenaires. Le fait de travailler ensemble sera une condition fondamentale pour utiliser les capitaux disponibles de façon optimale dans l'intérêt de la population.

C'est l'avis exprimé, samedi, par le président de la Coalition pour le renouvellement des infrastructures du Québec, Gilles Vaillancourt, devant l'Association des ingénieurs-conseils du Québec. Également maire de Laval, le conférencier croit aussi que les villes doivent pouvoir sélectionner les ingénieurs-conseils en tenant compte de paramètres comme la capacité d'innover et de considérer les besoins d'ensemble des municipalités. « Ce sont là des critères beaucoup plus importants que la base du plus bas prix », a précisé M. Vaillancourt.

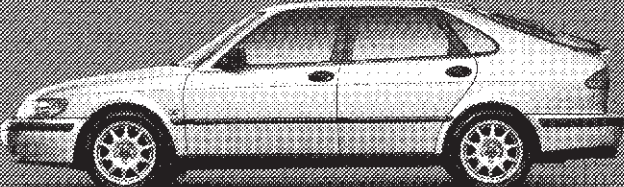
Il pense que les ingénieurs-conseils sont les mieux placés pour faire connaître, dans l'ensemble du Québec, les technologies les plus performantes et aller chercher à l'étranger, lorsque nécessaire, les solutions les plus efficaces à long terme. « De fournisseurs de solutions, les ingénieurs-conseils doivent devenir des partenaires à long terme. Il faut utiliser au maximum leur créativité, leur vision et leur capacité de partenariat et pour ce faire, on doit pouvoir les sélectionner sur la base de leurs compétences. Les municipalités devront-elles aussi faire preuve d'une vision à long terme et d'un grand souci d'efficacité », croit-il.

Devant ces professionnels réunis à l'occasion d'un colloque, dont le thème était le génie-conseil en mutation, M. Vaillancourt a également indiqué qu'il était nécessaire de remettre les infrastructures municipales à un niveau qui garantisse le bien-être de la population du Québec.

loto-québec		résultats													
	Tirage du 2000-05-13	<table><tr><th>GAGNANTS</th><th>LOTS</th></tr><tr><td>6/6 1</td><td>11 485 830,80 \$</td></tr><tr><td>5/6+ 10</td><td>113 173,10 \$</td></tr><tr><td>5/6 516</td><td>1 754,60 \$</td></tr><tr><td>4/6 28 248</td><td>61,40 \$</td></tr><tr><td>3/6 523 570</td><td>10,00 \$</td></tr></table>	GAGNANTS	LOTS	6/6 1	11 485 830,80 \$	5/6+ 10	113 173,10 \$	5/6 516	1 754,60 \$	4/6 28 248	61,40 \$	3/6 523 570	10,00 \$	Ventes totales: 28 401 273 \$ Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$
GAGNANTS	LOTS														
6/6 1	11 485 830,80 \$														
5/6+ 10	113 173,10 \$														
5/6 516	1 754,60 \$														
4/6 28 248	61,40 \$														
3/6 523 570	10,00 \$														
02 10 11 27 33 37		Numéro complémentaire: 07													
Numéro complémentaire: 07															
	Tirage du 2000-05-13	<table><tr><th>GAGNANTS</th><th>LOTS</th></tr><tr><td>6/6 0</td><td>1 000 000,00 \$</td></tr><tr><td>5/6+ 1</td><td>50 000,00 \$</td></tr><tr><td>5/6 25</td><td>500,00 \$</td></tr><tr><td>4/6 1 265</td><td>50,00 \$</td></tr><tr><td>3/6 24 378</td><td>5,00 \$</td></tr></table>	GAGNANTS	LOTS	6/6 0	1 000 000,00 \$	5/6+ 1	50 000,00 \$	5/6 25	500,00 \$	4/6 1 265	50,00 \$	3/6 24 378	5,00 \$	Ventes totales: 770 814,50 \$
GAGNANTS	LOTS														
6/6 0	1 000 000,00 \$														
5/6+ 1	50 000,00 \$														
5/6 25	500,00 \$														
4/6 1 265	50,00 \$														
3/6 24 378	5,00 \$														
08 11 29 38 42 43		Numéro complémentaire: 23													
Numéro complémentaire: 23															
	Tirage du 2000-05-14	<table><tr><td>03 08 11 17 20</td><td></td></tr><tr><td>21 22 24 32 33</td><td></td></tr><tr><td>34 35 39 40 53</td><td></td></tr><tr><td>59 60 64 65 66</td><td></td></tr></table>	03 08 11 17 20		21 22 24 32 33		34 35 39 40 53		59 60 64 65 66						
03 08 11 17 20															
21 22 24 32 33															
34 35 39 40 53															
59 60 64 65 66															
	Tirage du 2000-05-14	<table><tr><td>3 4</td><td></td></tr><tr><td>533 1216</td><td></td></tr></table>	3 4		533 1216										
3 4															
533 1216															
	Tirage du 2000-05-13	NUMÉRO: 259951													
	Tirage du 2000-05-14	NUMÉRO: 092867													
TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec															
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.															

93

5 portes

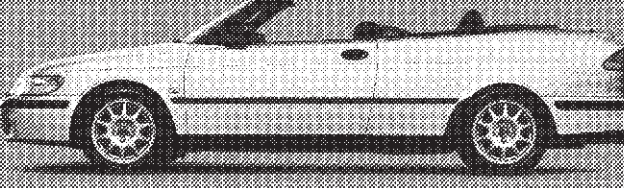


Saab 9-3 5 portes 1SA	
Taux de location	1,9%
A partir de	34 715\$ [†]
Location à partir de	448\$ [†] /MOIS bail 36 mois
Comptant	3970 \$

- Moteur 2 L Turbo Ecopower 185 HP
- Roue 15 po en alliage à 10 rayons
- Appuie-tête actifs Saab (SAHR)

93

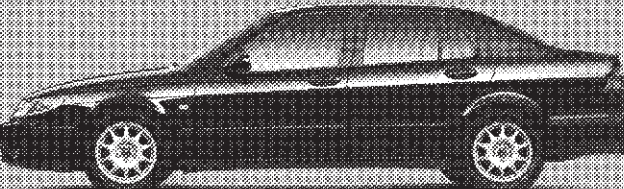
cabriolet



Saab 9-3 cabriolet 1SE	
Taux de location	1,9%
A partir de	51 865\$ [†]
Location à partir de	554\$ [†] /MOIS bail 36 mois
Comptant	6995 \$

- Moteur 2 L Turbo Ecopower 185 HP
- Roues 15 po en alliage à 10 rayons
- Appuie-tête actifs Saab (SAHR)

95

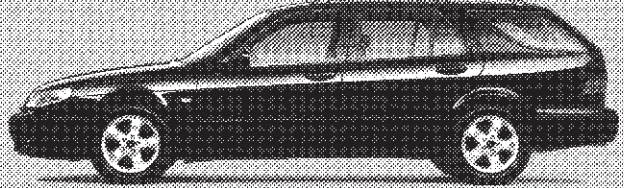


Saab 9-5 1SA	
Taux de location	3,9%
A partir de	41 465\$ [†]
Location à partir de	457\$ [†] /MOIS bail 36 mois
Comptant	4900 \$

- Moteur 2,3 L à turbocompression DACT et 170 HP
- Roues 16 po en alliage à 10 rayons
- Appuie-tête actifs Saab (SAHR)

95

familiale



Saab 9-5 familiale 1SH	
Taux de location	3,9%
A partir de	43 565\$ [†]
Location à partir de	487\$ [†] /MOIS bail 36 mois
Comptant	4900 \$

- Moteur 2,3 L à turbocompression DACT et 170 HP
- Roues 16 po en alliage à 5 rayons
- Appuie-tête actifs Saab (SAHR)

Saab versus la révolution

Chaque Saab descend de l'originale. La première Saab a été conçue il y a plus de 50 ans par un ingénieur en aéronautique. Pas étonnant qu'elle ait ressemblé à la coupe transversale d'une aile d'avion. Et pas seulement pour le style. Cette forme améliore l'aérodynamisme de la voiture, réduisant ainsi la résistance au vent et assurant un meilleur contrôle de la voiture. L'essence du design Saab consiste à incorporer une fonctionnalité concrète dans une forme fluide et esthétique. Et nous ne nous sommes jamais écartés de cette idée. Faites l'essai de la plus récente manifestation de pensée perspicace chez votre détaillant le plus près.



1 888 888 SAAB www.saabcanada.com

* Ces mensualités sont calculées sur un bail LocationPlus de 36 mois et comprennent le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un comptant initial (ou échange équivalent) ainsi qu'un premier versement mensuel et un dépôt de garantie remboursable entre 525 \$ et 725 \$, selon l'option choisie, vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km (basé sur un programme de bas kilométrage) et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Saab pour un plan de location qui tient compte d'un versement initial et de mensualités convenant à votre budget. †PDSF. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

Saturn Saab Isuzu de Blainville 249, boul. Seigneurie Ouest Blainville (450) 437-6317 (Autoroute 15, sortie 25)	Bourassa Saturn Saab Isuzu 1615, boul. St-Martin Est Laval (514) 385-9191 www.bourassaauto.com	Saturn Saab Isuzu de Brossard 5950, boul. Marie-Victorin Brossard (450) 672-2500 www.gravel.qc.ca	Décarie Saturn Saab Isuzu 6100, boul. Décarie Montréal (514) 342-2222 www.decariesaturn.com (Angle Van Horne)
Gravel Saturn Saab Isuzu 1, Place Ville-Marie, # 11 180 Montréal (514) 861-2000 www.gravel.qc.ca (Angle Cathcart et McGill College)	Mondial Saturn Saab Isuzu 9415, Papineau Montréal (514) 385-7222 www.mondial-ssi.com	Saturn Saab Isuzu de Terrebonne 705, boul. des Seigneurs Terrebonne (450) 964-1374	West Island Saturn Saab Isuzu 9775, route Transcanadienne Ville Saint-Laurent (514) 332-4424 www.westisland-ssi.com (Autoroute 40 à l'ouest de l'autoroute 13)



2^e

AN de son cœur

Gagnez une Neon 2000 et de nombreux autres prix

Billets en vente du 27 avril au 28 mai 2000 chez IGA, Pharmaprix, Sobeys, les marchés Tradition et les marchés Bonichoix. TIRAGE LE 30 JUIN 2000.



***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

15 mai 2000

Page A18 manquante



Laval

L'Université de Montréal a maintenant un campus à Laval

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

L'Université de Montréal a depuis le début du mois un campus à Laval qui offre 12 programmes des facultés d'éducation permanente et de théologie. Trois cent quarante-huit étudiants y sont déjà inscrits.

En septembre, le campus, situé au 2572, boulevard Daniel-Johnson, offrira des cours dans cinq programmes additionnels, dont certains relèveront de la faculté de musique et de la faculté des sciences infirmières.

Même si elle ne possédait pas de campus à Laval jusqu'à maintenant, l'Université de Montréal est tout de même présente dans la couronne nord depuis 20 ans avec des cours donnés dans différents endroits, dont le Centre hospitalier de Saint-Eustache, la Maison des jésuites, à Lafontaine et le pavillon Nouveau Point de vue, à Lanoraie.

Le recteur de l'Université de Montréal, Robert Lacroix, a souligné que cette ouverture, qui survient six mois à peine après celle du campus de Longueuil, témoigne de la volonté de l'Université de Montréal de se mettre au service d'une population avide de formation mais de plus en plus soumise aux contraintes du temps.

« La localisation de notre campus au carrefour des grands axes de Laval, des Basses-Laurentides et de la région de Lanaudière a pour but de permettre aux étudiants de se rendre rapidement chez nous le soir ou la fin de semaine, où nous offrons également des cours », a in-



PHOTO PIERRE CÔTÉ, La Presse, ©

Robert Lacroix, recteur de l'UdeM en compagnie de Robert Leroux, doyen de la faculté de l'éducation de l'Université de Montréal.

diqué M. Lacroix lors de l'ouverture officielle de ce campus.

Il a précisé qu'avec les 250 programmes de premier cycle, les 120 programmes de maîtrise et les 71 de doctorat, l'Université de Montréal offre un éventail de programmes de formation des plus complets en Amérique du Nord.

Avec ses écoles affiliées, cette université compte près de 6000 professeurs, chercheurs et chargés de cours, et accueille 46 000 étudiants.

« Nous offrons à Laval, a poursuivi M. Lacroix, des programmes pertinents de grande qualité qui s'ajustent aux besoins de formation

professionnelle des individus et des institutions. Nous voulons continuer d'attirer et de retenir les meilleurs professeurs, chercheurs et étudiants. »

La grille des cours donnés a été établie selon les besoins du marché du travail.

Les étudiants déjà inscrits au

campus lavallois le sont dans les domaines suivants : criminologie, droit, gestion appliquée à la police et à la sécurité, intervention auprès des jeunes, petite enfance et famille, publicité, relations publiques, santé communautaire, santé et sécurité au travail, théologie et toxicomanies.

Le doyen de la faculté de l'éducation permanente, Robert Leroux, a pour sa part mentionné que le campus de Laval comptera sur les Belles soirées de l'Université de Montréal, un programme culturel qui offre des conférences et des ateliers au grand public.

« Pour vous mettre l'eau à la bouche, a indiqué M. Leroux, disons qu'il y aura un atelier de dégustation prestige consacré au porto, des conférences sur les grands penseurs de l'Occident, l'histoire du vêtement, l'art de vivre en Toscane, etc. »

Dans le cadre des activités des Belles Soirées, les conférences suivantes seront présentées : La Table ou propos des gourmandises (la table des riches et des puissants, les tabous alimentaires), les mardis 26 septembre, 3 et 10 octobre, de 13 h 30 à 15 h 30 ; La Mémoire du temps, (l'histoire du vêtement), les mercredis 11, 18 et 25 octobre, de 13 h 30 à 16 ; La Philosophie (les grands penseurs de l'Occident), les jeudis 12, 19 et 26 octobre, de 13 h 30 à 16 h ; L'Art de vivre (art de vivre en Toscane), les mardis 17, 24 et 31 octobre, de 13 h 30 à 15 h 30 ; et dégustation de prestige de porto, le vendredi 24 novembre, de 19 h à 22 h.



L'aéroport de la Macaza jette un froid sur le lac Chaud

ANDRÉ DUCHESNE

« Le développement durable contre le développement pas endurable. » Résidant du lac Chaud à La Macaza, dans les Hautes-Laurentides, Gilles Rondeau résume avec cette phrase aigre-douce tout le débat entourant le projet de réouverture de l'ancien aéroport du ministère de la Défense nationale situé dans ce village de quelque 1000 habitants.

Le conseil municipal, le maire Richard Therrien en tête, caresse le projet d'ouvrir l'aéroport — acquis par la municipalité il y a plusieurs années — pour accueillir des vols nolisés de touristes en route pour le mont Tremblant.

À l'autre bout du spectre, les villégiateurs demeurant autour du lac Chaud hurlent à la destruction de leur qualité de vie.

Les deux parties se crèpent le chignon depuis l'annonce d'un référendum qui se tiendra le dimanche 4 juin. « Si ce référendum a lieu, c'est bien parce que les habitants du lac Chaud ont forcé le conseil municipal à promettre qu'il y aurait une consultation publique en janvier 1999 », soutient le président de l'Association des propriétaires du lac Chaud, Pierre Payer.

En substance, les opposants disent que le projet du conseil municipal est trop flou, que la question n'est pas claire (air connu), qu'on leur demande un chèque en blanc et que le lac se trouve exactement dans le prolongement de la piste, ce qui se traduira par une

épouvantable pollution sonore.

Faux, répond le maire Therrien. « Il y a trois semaines, on a fait des tests avec un Régional Jet de Bombardier. Il est passé trois fois près de l'aéroport et personne n'a signalé sa présence.

Quant au manque de clarté, il affirme que les résidents du lac Chaud reprennent l'argument utilisé il y a 25 ans lorsque le projet de pénitencier de La Macaza a vu le jour. « Sauf que ce projet a créé 200 emplois dans la région », rappelle-t-il.

M. Therrien va plus loin, traitant les partisans d'égoïstes. « Ils ne veulent pas qu'on vienne jouer dans leur terrain de jeu de fin de semaine. En semaine, ils demeurent en ville et se foutent complètement du développement régional de La Macaza. »

Les opposants disent de leur côté que le projet aura l'effet inverse de celui recherché. Le passage des avions au-dessus de leur tête fera baisser la valeur des maisons et des chalets autour du lac et il en résultera une baisse des revenus de taxes, disent-ils.

Les villégiateurs représentent entre le tiers et la moitié (les deux camps ne s'entendent pas sur les chiffres) de la population apte à voter au scrutin du 4 juin. Le maire Therrien concède que leur poids pourrait faire pencher la balance. Par contre, il se montre confiant, affirmant avoir l'appui des députés provincial et fédéral, de la MRC et du Centre local de développement.

Le traité Nisga'a remis en question

Presse Canadienne
VANCOUVER

Quelques jours à peine après l'entrée en vigueur du traité historique avec les Indiens Nisga'a, qui leur donne le contrôle sur leur territoire ancestral, le Parti libéral de Colombie-Britannique entreprend aujourd'hui de contester en cour la validité de l'entente.

Les libéraux veulent que la Cour suprême de Colombie-Britannique déclare que le traité crée un troisième palier gouvernemental, ce qui constitue une violation de la Constitution, et requiert donc, pour qu'il soit valide, un amendement constitutionnel.

En vertu de la loi provinciale, un tel amendement exige la tenue d'un référendum provincial, ce à quoi l'actuel gouvernement du Nouveau Parti démocratique s'est toujours refusé.

Les plaignants identifiés dans la demande sont le leader du Parti libéral, Gordon Campbell, le critique pour les affaires autochtones Mike de Jong et le critique du Procureur général Geoff Plant.

S'ils ont gain de cause, l'affaire sera sûrement portée en appel et pourrait se retrouver en Cour suprême du Canada.

clique sur ta

carrière!

ouverture le 29 mai
d'un groupe supplémentaire
en design multimédia

inscris-toi à ce cours
très en demande!
téléphone dès maintenant:

(514) 875-9777 1 800 268-9777

Académie internationale du design

1253, av. McGill College
10^e étage
Montréal (Québec) H3B 2Y5

McGILL

2058813

la Baie

NETTOYAGE DE CONDUITS DE VENTILATION

services à domicile

L'offre d'assainissant expire le 20 mai

159\$ maison au complet*

INCLUS:

- CONDUITS PRINCIPAUX
- NOMBRE ILLIMITÉ DE BOUCHES

ASSAINISSANT OFFERT CETTE SEMAINE SEULEMENT 49 \$ Ord. 79 \$

Avantages :

- Le nettoyage de conduits contribue à soulager les symptômes d'allergie, l'asthme et les problèmes respiratoires en éliminant les irritants en suspension dans l'air, comme la saleté, la poussière, les fragments de poil ou de plumes et le pollen.

Méthode :

- Nos appareils industriels brevetés aspirent la poussière des conduits et des bouches d'aération et les nettoient à fond.
- Nous utilisons de puissants filtres HEPA qui emprisonnent des particules aussi minuscules que le 1/300 d'un cheveu humain et filtrent à 99,97 % la poussière et la saleté.

APPELEZ DU LUNDI AU SAMEDI, DE 8 H À 18 H

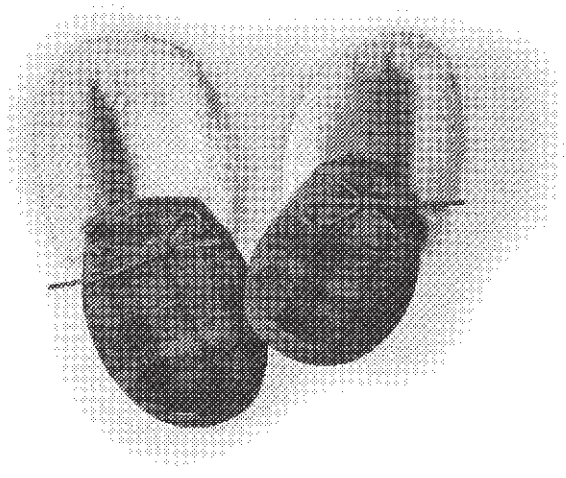
(514) 339-5420
1 800 441-0224

Renseignez-vous sur nos filtres à air électrostatiques

*Pour systèmes de chauffage simples. Services résidentiels seulement.

© Copyright 2000 Compagnie de la Baie d'Hudson

bonne nuit, beaux rêves!



La route est longue? Arrêtez-vous dans l'un de nos 43 établissements au Québec. Confort, calme, qualité et accueil chaleureux vous y attendent — comme dans vos plus beaux rêves. Vous vous sentirez comme chez vous! Satisfaction garantie à 100% ou argent remis*. Rien de plus, rien de moins!

Tarifs spéciaux pour groupes.

* Pour plus d'information à ce sujet, veuillez vous adresser à la réception.



Réservez votre chambre ou votre suite sans tarder!
Plus de 240 établissements partout au Canada et un seul numéro sans frais:

1 800 BO-REVES
1 800 267-3837 — www.choicehotels.ca

2062118

UNE SEMAINE SEULEMENT - APPELEZ AVANT LE 20 MAI

la Baie

NETTOYAGE DE MOQUETTES

services à domicile

Rabais de 30-40%

29 \$ 2 pièces et 1 vestibule
Notre prix ord.: 46 \$. Notre procédé de nettoyage à la vapeur déloge la saleté, nettoie les fibres à fond et en ravive les couleurs.

59 \$ 5 pièces et 1 vestibule
Excellente occasion! Notre prix ord.: 85 \$.

74 \$ maison au complet*
5 pièces, 13 marches et 1 vestibule
Rabais de 50 \$ - valeur exceptionnelle!
Notre prix ord.: 124 \$.

23 \$ méthode de luxe en 2 étapes
Pour chaque pièce nettoyée selon notre procédé spécial, recommandé pour les moquettes très sales. Pulvérisations préalables et agitation des fibres pendant le nettoyage à la vapeur.
Notre prix ord.: 39 \$.

NETTOYAGE DE MEUBLES RABAIS DE 20%

59 \$ UN CANAPÉ ET UN FAUTEUIL
Nettoyage à la vapeur. Frais additionnels pour tissus spéciaux, coussins de dossier non attenants et meubles modulaires. Méthode de nettoyage adaptée au tissu pour le maximum de résultats. Notre prix ord.: 74 \$.

Appellez du lundi au samedi entre 8 h et 18 h

(514) 339-5420
1 800 441-0224

Renseignez-vous sur notre désodorisant et notre traitement de protection des fibres. Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour deux pièces ou plus. Le vestibule est limité à 10 pieds linéaires et doit être attenant. Frais additionnels pour moquettes en laine. Prix fixé séparément pour escaliers.

© Copyright 2000 Compagnie de la Baie d'Hudson

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

15 mai 2000

Page A22 manquante